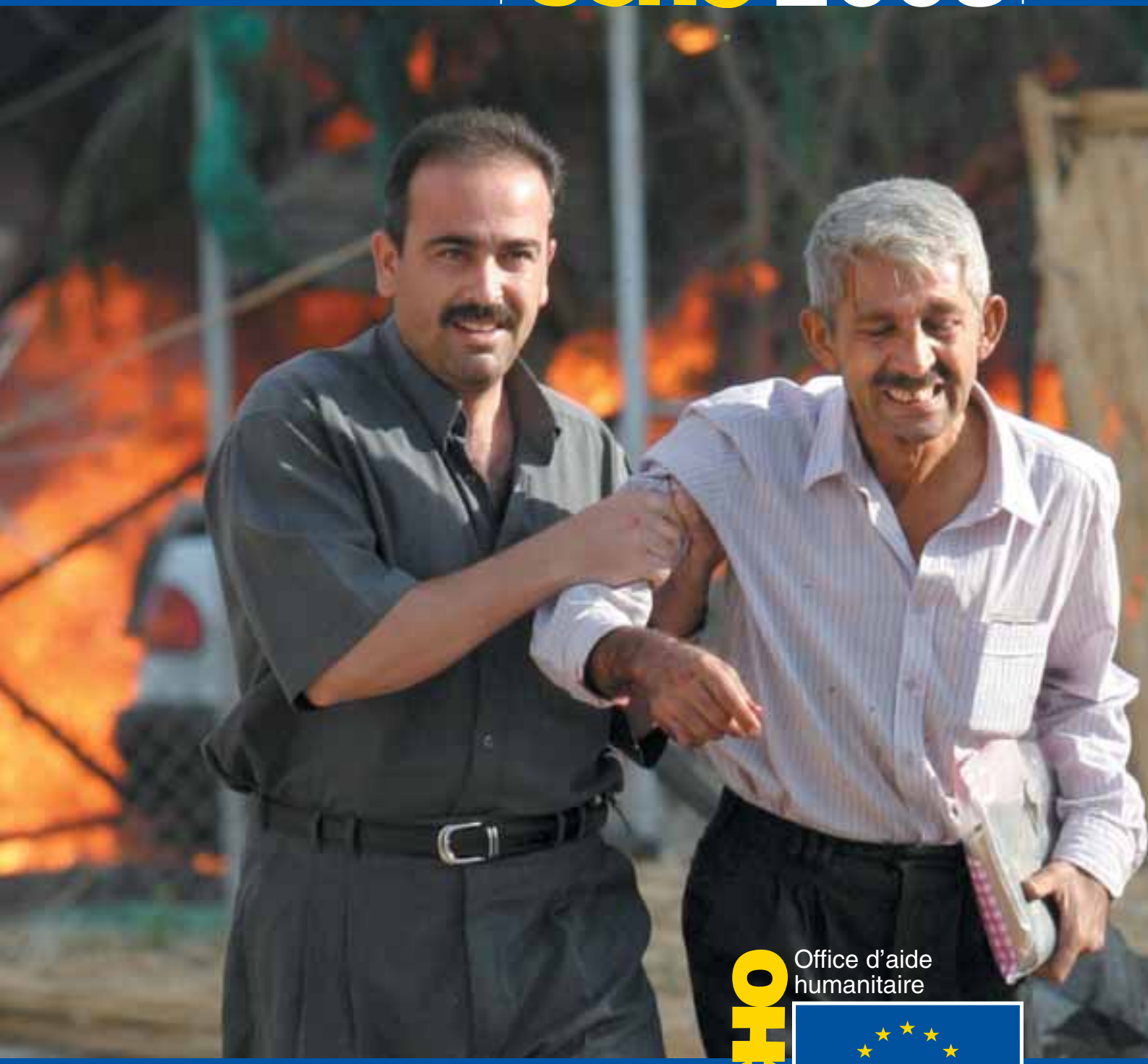
ISSN 1681-1429

Protéger l'espace humanitaire

echo 2003



echo Office d'aide humanitaire

COMMISSION EUROPÉENNE

Secours à un blessé irakien après l'attentat à la bombe contre le siège du Comité international de la Croix-Rouge à Bagdad le 27 octobre 2003.

© Reuters/Ceerwan Aziz
Avec l'aimable autorisation
de www.alertnet.org

Editeur: **Costanza Adinolfi,** Directeur, **ECHO**

Texte et coordination: **ECHO** Information et Communication

Conception, mise en page: **Marin's & Made in V.**

© Catherine Junckler, Parlement européen

MESSAGE DU COMMISSAIRE

'Les missions humanitaires doivent être respectées'

Les crises humanitaires qui sévissent en différents endroits du globe ont rarement été absentes des titres de l'actualité en 2003 et, malheureusement une fois de plus, la majorité d'entre elles étaient dues à des conflits. Fidèle à son engagement de fournir aux populations les plus vulnérables une assistance adaptée à leurs besoins, la Commission a débloqué, par l'intermédiaire de son Office d'aide humanitaire (ECHO), des sommes importantes, pour des opérations de secours menées dans plus de 60 pays.

Au début de l'année, le spectre de la guerre en Irak se profilait clairement. ECHO finançait déjà des programmes d'aide humanitaire dans ce pays et a réussi, par la mise en place de plans d'urgence globaux, à mobiliser rapidement une assistance supplémentaire importante, dès le début des combats.

Depuis la fin de la guerre, l'acheminement de l'aide vitale en Irak a parfois été entravé par le manque de sécurité, mais grâce à la flexibilité d'ECHO et aux efforts remarquables des partenaires participant à la mise en œuvre des projets sur le terrain (dont un personnel local nombreux et dévoué), il a cependant été possible d'engager plus de 97% des fonds prévus pour l'aide aux victimes de cette crise. Ces fonds ont été employés pour des projets bénéficiant à des centaines de milliers de personnes.

Dans d'autres zones de crises, en Afrique et en Asie notamment, des millions de personnes vulnérables ont bénéficié des projets financés par ECHO. Des programmes d'envergure ont été mis en œuvre en Afghanistan, dans les Territoires palestiniens, dans la République démocratique du Congo, au Zimbabwe, en Tchétchénie, en Angola, en Tanzanie, au Soudan et au Libéria. ECHO continue à prêter une attention particulière aux «besoins oubliés» des victimes de crises dans des régions peu couvertes par les médias internationaux, telles que le Myanmar, le Népal et le nord de l'Ouganda. Par ailleurs, à plusieurs reprises, une aide d'urgence a été immédiatement mobilisée, à la suite de tremblements de terre et autres catastrophes naturelles.

Il est essentiel d'assurer l'existence d'un «espace humanitaire» pour l'acheminement rapide et efficace de l'aide aux personnes en grande difficulté. Même s'il n'est pas toujours possible d'empêcher les actes de violence de la part de milices ou de terroristes incontrôlables, nous pouvons faire plus pour garantir le respect des valeurs humanitaires fondamentales et renforcer le principe selon lequel les missions humanitaires doivent être respectées. Les pays qui déploient des forces armées dans les zones de conflit ont pour devoir de protéger les populations civiles locales tout comme les travailleurs humanitaires. Il faut que les organisations humanitaires aient plein accès aux victimes, et ce en toute sécurité, et qu'une distinction claire soit maintenue entre les forces armées et les professionnels de l'aide humanitaire. À cet égard, il reste des efforts à faire.

L'aide aux victimes de crises humanitaires est, par définition, une entreprise risquée, surtout lorsque la souffrance humaine que les organisations humanitaires tentent de soulager est causée par un conflit. Les professionnels de l'aide humanitaire travaillant sur le terrain ont toujours été conscients du risque qu'ils courent d'être pris entre deux feux. Cependant, ces dernières années, dans les régions instables, les risques courus par les travailleurs humanitaires ont singulièrement augmenté et, dans certains cas, les organisations humanitaires ont été prises pour cibles. Cette tendance inquiétante a été illustrée, en 2003, par les attentats contre les sièges des Nations unies et de la Croix-Rouge internationale, à Bagdad. En Irak, en Afghanistan et dans d'autres régions en crise, l'espace habituellement réservé – comme prescrit par le droit international – à l'action impartiale des travailleurs humanitaires se trouve régulièrement menacé.

J'ai saisi toutes les occasions qui se sont présentées en 2003 pour marteler l'importance que revêt la protection de l'espace humanitaire. De son côté, la Commission a participé de manière active aux efforts internationaux accomplis en ce sens, notamment par le biais de l'adoption, en juin à Stockholm, des «Principes et bonnes pratiques pour les donateurs humanitaires» et des «Lignes directrices pour l'utilisation des moyens militaires et de défense civile en appui aux activités humanitaires des Nations unies, lors d'urgences complexes».

J'ai également défendu la cause humanitaire au cours des débats relatifs au Traité constitutionnel proposé pour l'Union européenne. Dans le projet de texte qu'elle a présenté à la conférence intergouvernementale, la Convention européenne a proposé un article spécifiquement consacré à l'aide humanitaire. Ce serait la première fois qu'un des traités fondamentaux de l'UE aborde ce sujet. Dans le projet, l'aide humanitaire est décrite comme une compétence partagée entre les États membres et l'UE. Il ne faudrait pas, à mon avis, en déduire que la manière dont l'aide humanitaire est organisée doit être modifiée, mais plutôt reconnaître les mérites des dispositifs en place. ECHO est désormais considéré comme un acteur hautement efficace et respecté dans le secteur humanitaire et il me semble tout à fait approprié d'appliquer la maxime «Rien de cassé, rien à réparer».

Le projet d'article indique également que l'aide humanitaire de l'UE doit respecter les principes d'impartialité et de non-discrimination. À notre grand regret, le principe essentiel de neutralité n'y est pas mentionné.

Les dirigeants européens n'étant pas parvenus à un accord lors de leur rencontre à Bruxelles, en décembre 2003, d'autres débats sur le projet de constitution sont prévus et il est encore possible que la formulation de l'article soit modifiée. Il me semble important que la future constitution de l'UE contienne un engagement ferme envers les valeurs et les principes humanitaires, ce dont je me ferai l'avocat aussi longtemps que le débat se poursuivra.

Poul Nielson
Commissaire européen au développement
et à l'aide humanitaire
Mars 2004

MESSAGE DU DIRECTEUR

Un donateur actif plaidant pour le respect des principes humanitaires

© François Goemans, ECHO

L'année 2003 n'a pas été sans nouveaux défis pour l'ensemble de la communauté humanitaire. L'année a commencé avec la guerre en Irak et s'est terminée avec le tremblement de terre qui a ravagé la ville de Bam, en Iran. ECHO a contribué à l'effort d'aide international en veillant à ce que son budget de 600 millions d'euros parvienne rapidement et efficacement aux personnes et aux régions les plus nécessiteuses. Sur le plan géographique, les programmes d'ECHO continuent à être davantage orientés vers les régions d'Afrique et d'Asie les plus touchées par les crises humanitaires. ECHO a ainsi pu fermer ses derniers bureaux dans les Balkans, la situation locale ne justifiant plus une intervention d'urgence. Outre l'analyse des besoins au niveau géographique, ECHO a veillé à ce que l'aide soit affectée aux secteurs non couverts par d'autres donateurs.

Les interventions d'urgence financées par ECHO ont englobé la fourniture de denrées alimentaires, de vêtements, d'abris, de médicaments, d'installations sanitaires et d'approvisionnement en eau, sans oublier les réparations d'urgence et le déminage. Toutefois, en tant que grand donateur, ECHO veut aller au-delà de la simple réponse aux besoins physiques des victimes des crises. Il est, en effet, également essentiel de veiller à ce que la dignité humaine soit préservée – en donnant aux individus les moyens de redevenir autosuffisants dès que cela est possible. Par ailleurs, ECHO sait bien qu'une crise humanitaire peut laisser des séquelles psychologiques durables chez les victimes les plus vulnérables, en particulier les enfants. C'est pourquoi, nous finançons un soutien psychosocial dans de nombreuses crises.

La qualité de l'aide offerte par ECHO dépend largement des compétences professionnelles de ses partenaires. En 2003, ECHO a terminé la refonte essentielle des accords régissant ses rapports avec les agences des Nations unies, les autres organisations internationales (notamment le CICR et la FICR) et les organisations non-gouvernementales (ONG).

Les relations entre ECHO et les agences des Nations unies partenaires sont couvertes par l'accord-cadre financier et administratif passé entre la Communauté européenne et les Nations unies, qui est entré en vigueur en avril dernier.

En ce qui concerne les ONG, le nouvel accord-cadre de partenariat (CCP) a été présenté pour signature au cours de la conférence des partenaires ECHO-ONG qui s'est tenue à Bruxelles en novembre. Son principal objectif est d'améliorer les critères de travail, tout en promouvant une gestion plus transparente et efficace du financement public européen de l'aide humanitaire. Toutes les organisations signataires s'engagent à faire respecter les principes humanitaires fondamentaux d'indépendance, d'impartialité et de non-discrimination. Pour la première fois, des ONG de nouveaux États membres (Hongrie, Pologne et République tchèque) comptent parmi les signataires. Cent quarante-sept ONG avaient signé le CCP à sa date d'entrée en vigueur, le 1er janvier 2004.

Les nouveaux accords de partenariat pour les organisations internationales ont également été finalisés au cours de l'année. Ces accords régissent les relations entre ECHO et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

De son côté, ECHO s'est engagé, en juin dernier à Stockholm, à respecter un Code de conduite concernant les Principes et bonnes pratiques pour les donateurs humanitaires. Dans ce document, il est demandé aux donateurs d'allouer les fonds humanitaires en fonction des besoins et de soutenir les efforts de coordination des Nations unies. Ce Code, en adéquation avec la stratégie d'ECHO, indique clairement que les donateurs ont pour devoir de respecter et de favoriser l'application du droit humanitaire international et des droits de l'homme.

Conscient du fait qu'une réponse coordonnée et multilatérale doit être donnée au défi humanitaire mondial, ECHO a continué à soutenir et à participer aux Appels consolidés à l'aide humanitaire des Nations unies. L'Appel de Bruxelles de 2004 a été lancé depuis le siège de la Commission européenne, le 19 novembre.

Par ailleurs, ECHO a activement contribué à l'élaboration des «lignes directrices pour l'utilisation des moyens militaires et de défense civile en appui aux activités humanitaires des Nations unies, lors d'urgences complexes» de 2003. Le lancement de ces Lignes directrices a été effectué par ECHO conjointement avec l'Office de coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations unies, au cours d'une manifestation organisée à Bruxelles, le 26 juin. Les Lignes directrices expliquent comment les principes humanitaires fondamentaux devraient être mis en œuvre pendant et après les conflits, et soulignent combien il est important, dans la mesure du possible, de séparer l'aide humanitaire des intérêts politiques et militaires.

Comme l'a indiqué le commissaire Poul Nielson, tout amalgame entre les rôles des militaires et du personnel humanitaire est préjudiciable, tant pour les populations concernées que pour la sécurité des travailleurs humanitaires. C'est pourquoi ECHO saisit toutes les occasions qui se présentent pour renforcer sa position de donateur actif et pour défendre les valeurs humanitaires essentielles.

Costanza Adinolfi
Directeur d'ECHO
Mars 2004

ÉVÉNEMENTS CLÉS
2003

Mars : Une salle d'hôpital détruite par les bombes, à Bagdad. Les installations médicales ont également fait l'objet d'un pillage généralisé à la fin de la guerre en Irak. © Première Urgence

Janvier

Un cyclone frappe Fidji

Le cyclone tropical Ami frappe Fidji, provoquant d'énormes dégâts. Plus de 130.000 personnes sont touchées par cette catastrophe.

Février

L'opération de maintien de la paix des Nations unies en Angola s'achève

La mission des Nations unies supervisant le processus de paix conclut ses opérations en Angola.

Mars

Guerre en Irak

La coalition lance ses opérations militaires en Irak.

Accord de paix en République du Congo

Le gouvernement de la République du Congo signe un accord avec les rebelles Ninja visant à mettre un terme aux combats dans la région du Pool.

Épidémie de SRAS

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) confirme que le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) est une « menace pour la santé mondiale ». Des cas sont rapportés en Chine continentale, à Hong-Kong, à Taïwan, au Canada, à Singapour, au Vietnam, en Malaisie et aux Philippines.

Avril

Combats au nord-est de la RDC

De violents combats éclatent entre groupes rivaux dans le district d'Ituri de la République démocratique du Congo. Une crise humanitaire se développe, tandis que des milliers de personnes fuient la violence.

Percée dans le processus de paix au Soudan

Le président Bachir du Soudan et le chef de l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA), John Garang, se rencontrent pour la seconde fois seulement en 20 années de conflit, lors de pourparlers de paix historiques.

Chute de Bagdad

La capitale irakienne, Bagdad, tombe aux mains des troupes américaines, le 9 avril. La chute du régime de Saddam Hussein est suivie par le pillage généralisé des hôpitaux et d'autres bâtiments publics, ainsi que par celui d'habitations privées.

Mai

Un tremblement de terre frappe l'Algérie

4.000 personnes sont tuées, 10.000 blessées et 200.000 se retrouvent sans abri après un tremblement de terre d'une magnitude de 6,6 sur l'échelle de Richter, frappant le nord de l'Algérie.

Inondations en Namibie

Douze mille personnes sont touchées par les inondations qui submergent 20 villages dans la région de Caprivi, l'une des zones les plus pauvres de la Namibie.

Violentes tempêtes au Sri Lanka

Des pluies torrentielles et des vents d'une violence extrême provoquent des glissements de terrain et des inondations généralisées dans le sud du Sri Lanka. 260 personnes sont tuées et plus de 85.000 familles se retrouvent sans toit.

Juin

Conflit au Libéria

L'offensive majeure lancée par les groupes rebelles sur la capitale, Monrovia, et sur d'autres grandes villes du pays ; provoque la mort d'environ 700 personnes et le déplacement de centaines de milliers d'autres.

ÉVÉNEMENTS CLÉS 2003

Juillet

Violente attaque des rebelles au Burundi

Les Forces nationales de libération (FNL), second mouvement rebelle du Burundi par ordre d'importance, lancent une attaque sur la capitale Bujumbura. Des milliers de personnes fuient leur domicile.

Inondations en Chine

Des glissements de terrain et des inondations, provoqués par des pluies torrentielles, laissent environ 4,5 millions de personnes sans toit et entraînent une destruction massive des récoltes.

Un nouveau gouvernement de transition pour la République démocratique du Congo

La mise en place d'un gouvernement national de transition met officiellement un terme à sept années de guerre civile en RDC.

Marche des enfants pour la paix en Ouganda

Vingt mille enfants ougandais manifestent dans les rues de Kitgum, dans le nord de l'Ouganda, pour réclamer la fin de la violence et de la terreur dans le pays.

Août

Attaque à la bombe contre le quartier général des Nations unies à Bagdad

Le 19 août, vingt-trois personnes, dont le chef de la mission des Nations unies en Irak, Sergio Vieira de Mello, trouvent la mort dans l'explosion d'une bombe dissimulée dans un camion, explosion provoquant la destruction d'une partie du complexe des Nations unies à Bagdad. Dix jours plus tard, une centaine de personnes sont tuées dans l'explosion d'une bombe cachée dans une voiture devant la mosquée de Nadjaf, tandis que les fidèles quittent le bâtiment. L'une des victimes est l'ayatollah Muhammad Baqr al-Hakim, personnalité chiite éminente.

Inondations dans le sud du Pakistan

Des inondations au sud du Pakistan provoquent la mort de près de 200 personnes. Dans la province de Sindh, la plus touchée, 3.500 villages et 860.000 personnes sont affectés.

Accord de paix au Libéria

Le gouvernement du Libéria, les Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie (LURD) et le Mouvement pour la démocratie au Libéria (MODEL) signent un accord de paix, mettant ainsi fin aux combats qui ont ravagé le pays. Le président Charles Taylor part en exil.

Echec du cessez-le-feu au Népal

Suite à la dénonciation par les rebelles maoïstes de l'accord de cessez-le-feu avec le gouvernement, les hostilités reprennent au Népal. Au cours des sept dernières années, l'insurrection a provoqué la mort de plus de 8.000 personnes.

Septembre

Les forces de maintien de la paix arrivent au Libéria

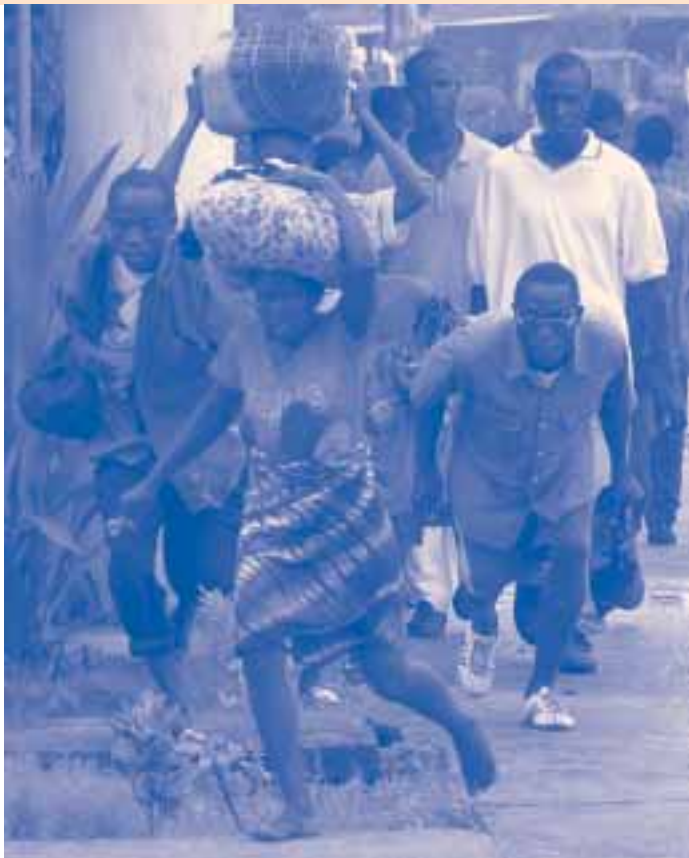
Des forces de maintien de la paix de l'ECOMOG, mandatées par les Nations unies et composées d'effectifs en provenance d'Afrique de l'Ouest, sont déployées au Libéria.

Octobre

Une bombe frappe la Croix-Rouge en Irak

Trente-quatre personnes sont tuées et plus de 200 blessées dans une série d'attaques à la bombe au centre de Bagdad. Le siège du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est gravement touché.

Juillet : Les civils fuient pour échapper aux balles dans les rues de la capitale du Libéria, Monrovia.
© REUTERS/Luc Gnago. Avec l'aimable autorisation de www.alertnet.org



ÉVÉNEMENTS CLÉS
2003

Décembre : Des iraniens fouillent les ruines à la recherche des membres de leur famille, après le tremblement de terre à Bam.
© Reuters/Morteza Nikoubazl. Avec l'aimable autorisation de www.alertnet.org

Cessez-le-feu au Burundi

Le président burundais, Domitien Ndayizeye, et les Forces pour la défense de la démocratie (FDD) signent un accord de cessez-le-feu immédiat. Un groupe rebelle plus petit, les Forces nationales de libération (FNL), refuse de prendre part aux pourparlers de paix.

Novembre

Inondations en République dominicaine

Des inondations sévères provoquent de sérieux dégâts, détruisant plus de 200.000 hectares de cultures en République dominicaine et touchant 65.000 personnes.

Décembre

La Cour internationale de justice annonce l'organisation d'une audience à propos de la « barrière de sécurité » israélienne

Suite à une demande de l'Assemblée générale des Nations unies, la Cour internationale de justice accepte d'organiser une audience à propos de la construction, par Israël, d'une « barrière de sécurité » en Cisjordanie et autour de Jérusalem. Celle-ci est prévue en février 2004. Fin 2003, plus de 180 km de mur ont été érigés, ce qui affecte la vie de près de 200.000 Palestiniens, d'après une estimation des Nations unies. La construction de 438 km supplémentaires est planifiée.

Un tremblement de terre frappe la ville de Bam, en Iran

Plus de 26.000 personnes sont tuées dans un tremblement de terre d'une magnitude de 6,9 sur l'échelle de Richter frappant le sud-est de l'Iran, le 26 décembre. Les trois-quarts des immeubles de la ville de Bam sont détruits.

DOSSIER SPÉCIAL

L'action humanitaire indépendante sous pression

par Jakob Kellenberger
Président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR)

Jakob Kellenberger, président du Comité international de la Croix-Rouge © CICR

L'action humanitaire n'est pas l'apanage d'une organisation ni d'un groupe d'organisations. Le système international se caractérise d'ailleurs, depuis 50 ans, par une augmentation constante du nombre d'acteurs – dont les forces armées – revendiquant un rôle humanitaire ou considérés comme jouant un tel rôle. Si l'on ajoute au risque de saturation qui en découle, la polarisation qui se dessine depuis quelques décennies, ainsi que l'usage de la terreur et la lutte contre celle-ci, il est utile de se demander comment l'action humanitaire indépendante et impartiale peut être préservée.

Le Comité international de la Croix-Rouge opère sur la scène humanitaire depuis 140 ans. Son action est solidement ancrée dans le droit international humanitaire, et en particulier dans les Conventions de Genève. Il a toujours œuvré en étroite collaboration avec les gouvernements et les militaires, tout en préservant l'indépendance et la neutralité de son action. Il s'est employé à promouvoir le respect des règles du droit de la guerre, tout en reconnaissant que les gouvernements et les militaires avaient, eux aussi, un rôle à jouer, en période de conflit armé, dans les activités d'assistance et de protection en faveur des populations vulnérables.

Rôles spécifiques

Lors de la récente guerre en Irak, les médias ont accordé une attention particulière aux activités d'aide et aux travaux de reconstruction entrepris par les forces armées, et les chefs de la coalition ont eux-mêmes évoqué ce rôle en tant qu'élément d'une approche militaro-civile coordonnée. Cependant, s'il est vrai que l'aide d'urgence et l'aide à la reconstruction fournies par les forces armées peuvent souvent se révéler utiles, en revanche, elles ne peuvent jamais, dans un conflit, remplacer l'action humanitaire neutre, impartiale et indépendante.

Pour le CICR, il est important que le rôle spécifique de chaque acteur soit reconnu. En ce sens, le CICR ne veut laisser planer aucun doute quant au rôle qui est le sien en tant qu'organisation impartiale et indépendante, dont l'action est menée, exclusivement, en faveur des prisonniers, des combattants blessés et des victimes civiles. C'est également le meilleur moyen, pour lui, de garantir la sécurité de son personnel. La mort de cinq collaborateurs du CICR, l'année dernière, en Irak et en Afghanistan, a malheureusement mis en évidence la pertinence de cet aspect. Nous ne savons pas avec certitude qui nous a attaqués et pourquoi. Mais, quelles que soient les raisons de cette attaque, notre personnel doit pouvoir continuer à effectuer son travail en toute sécurité, sous la protection de l'emblème du CICR.

Le risque de rejet

Les forces armées conventionnelles et les groupes armés organisés comprennent et reconnaissent, pour la plupart, le mandat du CICR. Celui-ci s'attache en effet, depuis de nombreuses années, à veiller à ce que les principes fondamentaux du droit international humanitaire soient compris et mis en œuvre par les forces armées et le personnel de sécurité partout dans le monde.

Ces principes s'appliquent aussi aux conflits armés non internationaux et aux autres situations de violence, et nous attendons des gouvernements et de leurs forces armées qu'ils continuent de respecter notre besoin de travailler en toute liberté, où que ce soit et avec qui que ce soit. Nous devons pouvoir « franchir les lignes de front » sans que notre crédibilité soit remise en cause, même lorsque ces lignes ne sont pas celles qui marquent la séparation physique entre des armées.

Mais comment établir le contact avec les autres groupes armés – et notamment ceux qui recourent à la terreur – pour garantir que le CICR puisse poursuivre sa mission ? Comment faire face à la menace que représente le rejet pur et simple du rôle du CICR par certains groupes ? Quels que soient les motifs qui l'ont inspiré, et que nous ne connaissons pas, l'attentat contre la délégation du CICR à Bagdad, l'année dernière, constitue un élément nouveau très inquiétant.

Sur le plan pratique, le CICR a déjà une expérience significative des négociations avec des groupes armés opérant dans

des lieux aussi différents que la Colombie, la Sierra Leone ou le Sri Lanka. Toutefois, des situations telles que celles qui existent en Irak ou en Afghanistan, ainsi que dans les sphères obscures du terrorisme international, sont autrement plus délicates. Le CICR est néanmoins déterminé à ouvrir le dialogue avec les groupes concernés. Malheureusement, le dialogue ne pourra pas progresser si la distinction entre l'action humanitaire indépendante et les activités civiles des forces armées pour la reconstruction s'estompe.

Faire face aux risques

La mise en place d'une stratégie pour contrer la menace qui pèse sur l'espace humanitaire requiert les efforts de toutes les parties concernées. Le CICR a, pour sa part, poursuivi son analyse de l'évolution de son environnement de travail, profitant des contributions, très appréciées, de nombreuses organisations et personnes de l'extérieur. Une partie de cette analyse, qui concerne la pertinence du droit international humanitaire dans les conflits armés contemporains, a été présentée dans un rapport soumis, en décembre de l'année dernière, à la XXVIIIe Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Pour éviter les risques de rejet, le CICR doit rester l'acteur humanitaire principal, physiquement présent et actif dans les conflits armés et les situations de violence dans le monde. S'il veut pouvoir protéger l'espace humanitaire, le CICR doit faire la preuve de sa capacité d'agir de manière indépendante et impartiale. Il établira ainsi une base crédible pour le dialogue avec tous les acteurs exerçant une influence sur une situation de conflit, notamment les groupes armés recourant au terrorisme contre des civils.

Il doit se concentrer sur ses points forts et continuer à les développer. L'action en faveur des personnes portées disparues dans le cadre d'un conflit armé et de leurs familles, l'une des priorités du CICR pour 2004, en est un exemple. Le CICR a une longue expérience et jouit d'une grande crédibilité dans ce domaine ; en outre, cette activité cadre parfaitement avec les situations rencontrées en Irak, en Afghanistan et partout où le respect de l'action humanitaire indépendante pose problème. Il convient de noter que ce type d'activité peut également contribuer à la réconciliation et aider à prévenir la résurgence d'un conflit.

La nature mondiale des opérations menées par le CICR est une preuve visible de l'impartialité de l'institution. Le CICR compte plus de 80 délégations et missions à travers le monde, auxquelles il faut ajouter les bureaux annexes opérant au niveau national, ce qui porte à plus de 220 le nombre total de ses représentations. Si l'action du CICR est visible dans les conflits très médiatisés, ce n'est pas le cas des conflits moins connus ou oubliés. C'est pourquoi le CICR s'attache à faire connaître son travail pour démontrer que ses activités sont exclusivement inspirées par des besoins humanitaires et non par le désir de faire la une de l'actualité.

Le CICR est soutenu, dans ces efforts, par un de ses principaux partenaires, ECHO, qui a reconnu l'importance de ces zones « marginales» de conflit et d'après-conflit. Les conflits en question sont peut-être marginaux en termes de médiatisation, mais ils ne le sont certainement pas quant à la vulnérabilité des populations concernées.

ECHO s'est aussi engagé à participer au programme de protection globale mis en œuvre par le CICR dans 29 zones de crise moins connues, et aux activités de soutien déployées en Irak, ainsi qu'en Israël et dans les territoires autonomes et occupés. ECHO est à présent le quatrième plus grand bailleur de fonds du CICR.

Faire passer le message

La crédibilité par l'action sur le terrain et la prévisibilité fondée sur les principes appliqués dans tous les contextes resteront les atouts du CICR. Cependant, il se peut que des groupes ou des réseaux, sceptiques ou franchement hostiles à sa présence, remettent en cause ses motivations. Un effort majeur de communication est donc nécessaire pour repousser toute idée selon laquelle l'action du CICR en particulier et l'action humanitaire en général sont dénaturées par la poursuite d'autres objectifs que la seule volonté de protéger et d'aider les personnes touchées par un conflit armé ou une situation de violence.

Faire passer ce message demande des efforts soutenus. Le CICR est en grande partie financé par les gouvernements du monde très industrialisé. Il s'attache à promouvoir le respect du droit humanitaire en travaillant directement avec les forces armées et de sécurité. Il a aussi amplement fait ses preuves en tant qu'acteur indépendant, neutre et impartial. Les fondements juridiques de son action et son niveau élevé de professionnalisme démontrent également que ces liens ne compromettent en rien son impartialité, sa neutralité et son indépendance.

Nos messages doivent être compréhensibles pour tous les acteurs, aussi différents soient-ils, avec lesquels nous dialoguons dans différents contextes culturels. L'internationalisation du personnel du CICR a incontestablement renforcé cette capacité. Les relations étroites que le CICR entretient avec les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui apportent un soutien pratique important dans beaucoup d'opérations, doivent aussi être prises en compte à cet égard.

Le message que nous voulons faire passer en tant qu'acteur humanitaire indépendant et neutre est clair. Nous sommes indépendants de tout courant politique et nous ne sommes soumis à aucune pression politique. Notre action en est une preuve convaincante. Nous ne prenons pas parti, que ce soit directement ou indirectement, dans les conflits armés. Nos priorités ne sont fondées que sur la volonté de répondre aux besoins des personnes touchées par un conflit, quelles qu'elles soient et où qu'elles se trouvent.

DOSSIER SPÉCIAL

République démocratique du Congo : sauvegarder l'espace humanitaire

Dans la plupart des zones en crise du monde, l'espace permettant aux travailleurs humanitaires d'agir en toute sécurité est de plus en plus réduit. Dans certains endroits, les organisations humanitaires se voient refuser délibérément l'accès aux victimes par les autorités. Dans d'autres, c'est l'intensité des combats qui les empêche d'y arriver. Un nombre croissant de professionnels humanitaires sont enlevés ou tués.

Mais tout ne va pas si mal. Les événements qui se sont déroulés au deuxième semestre 2003 en République démocratique du Congo (RDC) illustrent bien qu'il est possible de préserver l'espace humanitaire et de définir des rôles distincts, mais complémentaires, pour les personnels humanitaire et militaire.

Le conflit complexe en RDC est l'un des plus longs et des plus sanglants d'Afrique. Début mai 2003, la situation s'est aggravée dans le district d'Ituri, dans le nord-est, avec le déclenchement de luttes acharnées entre deux factions rivales, après le retrait des forces ougandaises. Le 10 mai, toutes les organisations humanitaires ont dû être évacuées de la région. Malgré des besoins importants, on ne pouvait laisser le personnel humanitaire risquer sa vie dans les zones de combats. Personne ne souhaitait voir se répéter la tragédie d'avril 2001, lorsque six employés de la Croix-Rouge furent kidnappés et assassinés.

Le 12 mai, un expert d'ECHO arriva à Bunia - la plus grande ville en Ituri - pour évaluer la sécurité sur place. Travaillant en coopération avec le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), il a ouvert le dialogue entre les casques bleus présents pour la mission des Nations unies en RDC (MONUC) et les agences humanitaires qui avaient quitté Bunia. Les acteurs humanitaires ont raconté qu'ils avaient dû évacuer la zone parce que la MONUC n'avait pas su leur assurer une protection suffisante. Les casques bleus ont alors expliqué qu'avec une force relativement restreinte de 700 soldats et des moyens logistiques limités, ils ne pouvaient assurer de façon permanente la protection de la zone où était installé le personnel humanitaire. Par ailleurs, les casques bleus ont averti qu'ils n'avaient pas l'intention de fournir d'aide médicale ni de nourriture aux dix mille civils qui s'étaient réfugiés dans les jardins de la MONUC. Sans aide extérieure, le risque d'épidémie à grande échelle, de décès ou de rébellion était très important. ECHO et OCHA ont d'abord travaillé à la mise en place d'un accord entre les agences humanitaires et la MONUC. En quelques jours, les casques bleus ont promis de garantir la sécurité et les organisations humanitaires sont retournées à Bunia. Les personnels militaire et humanitaire se sont accordés pour conserver une claire séparation de leurs rôles respectifs, tout en reconnaissant que chacun avait besoin de la compréhension et de la coopération de l'autre pour bien remplir ses missions.

Entre temps, les développements politiques au niveau national et international ont évolués en faveur de l'Ituri. La mise en place d'un gouvernement national de transition, en juillet 2003, a mis officiellement un terme à sept ans de guerre civile en RDC. Reconnaissant la nécessité d'une réponse plus efficace au conflit en Ituri, les Nations unies ont autorisé l'Union européenne à envoyer des troupes, en attendant qu'une force ONU plus importante, avec un mandat plus conséquent, puisse être déployée sur place. L'opération européenne « Artémis » a ramené avec succès la stabilité à Bunia, sur une période de trois mois, entre juin et août. A partir du 1er septembre, les Nations unies ont repris la direction des opérations avec les pleins pouvoirs de maintien de la paix, dix fois plus de troupes et le renforcement des ressources militaires.

L'opération « Artemis » et le nouveau renfort des forces des Nations unies pour le maintien de la paix de l'ONU ont aidé à restaurer la sécurité et permis aux organisations humanitaires de regagner progressivement les zones qui avaient été privées de toute aide extérieure pendant près d'un an. Les agences humanitaires ont constaté l'importance des besoins en Ituri et ont estimé à un million le nombre de personnes déplacées ou tout du moins directement touchées par le conflit. ECHO a répondu à ces besoins nouvellement identifiés par une assistance ciblée aux personnes vulnérables, aux personnes déplacées et à celles revenant chez elles. Cette réponse humanitaire a été rendue possible par l'engagement politique, financier et militaire sans précédent de la communauté internationale pour l'Ituri, et par la restauration de l'espace humanitaire dans cette région troublée.

Troupes uruguayennes des Nations unies surveillant un camp pour les déplacés internes près de l'aéroport de Bunia.
© François Goemans, ECHO

Irak : une évolution inquiétante

Des secouristes cherchent des survivants après l'explosion d'une bombe à Bagdad. "Il existe un principe bien établi du droit international qui stipule que ceux qui portent secours aux blessés, durant un conflit, ne peuvent être pris pour cibles."
© Reuters/Ammar Awad. Avec l'aimable autorisation de www.alertnet.org

Cent quarante ans se sont écoulés depuis qu'Henry Dunant lança l'idée pionnière d'un « espace humanitaire », après avoir été le témoin des terribles souffrances de la bataille de Solferino, en 1859. Il fut l'instigateur de la première Convention de Genève (1864), dont l'objectif était de permettre une protection du personnel médical, et de ses actions, sur les champs de bataille. Un symbole spécifique d'identification (de nos jours, habituellement, une croix rouge ou un croissant rouge) devait être exposé pour signaler l'espace physique inviolable où les blessés pouvaient être soignés. Depuis, le concept de protection s'est élargi à d'autres groupes, comme les non-combattants et les prisonniers de guerre.

A l'évidence, il sera toujours difficile d'imposer des règles au coeur des batailles, et ce n'est pas un emblème, même ostensiblement présenté, qui pourra protéger contre les balles perdues et les obus. En revanche, il existe un principe bien établi du droit international qui stipule que ceux qui portent secours aux blessés, durant un conflit, ne peuvent être pris pour cibles et que « l'espace » qu'ils occupent ne peut être exploité par des combattants à des fins militaires.

Les récents événements en Irak ont confirmé une tendance inquiétante, déjà observée sur des territoires en crise comme l'Afghanistan, la Tchétchénie, le Libéria et les Territoires palestiniens. Les organismes humanitaires et leur personnel sont de plus en plus souvent pris pour cible, détruisant ainsi leurs efforts pour secourir les plus nécessiteux. Les Nations unies et le Comité international de la Croix-Rouge - les deux plus importants piliers du système humanitaire international - ont fait l'objet d'attaques dévastatrices sans précédent lorsque leurs sièges ont été attaqués à Bagdad. Par ailleurs, de nombreuses autres agressions délibérées ont été menées contre des travailleurs humanitaires, tuant ou blessant également le personnel d'ONG. De par leur mandat d'aide aux plus vulnérables, les organisations humanitaires hésitent toujours à se retirer d'une zone de crise, mais elles sont également tenues d'assurer la sécurité de leur propre personnel.

Diverses stratégies ont été adoptées pour minimiser les risques des actions menées en Irak, tout en permettant que soient assurés les premiers secours. Dans certains cas, il est possible de diriger des opérations et même de les gérer à partir de pays voisins. Dans d'autres cas, quelques expatriés restés sur place ainsi que des employés locaux qualifiés et consciencieux, permettent la bonne continuité du travail humanitaire. La sensibilisation des communautés bénéficiaires permet de diffuser l'idée que l'aide est offerte de manière impartiale, sur base des besoins.

Malgré les circonstances particulièrement difficiles, des ressources substantielles ont pu être mobilisées pour l'aide humanitaire (en ce qui concerne ECHO, plus de 97% du montant alloué). Même si cela reflète le courage et l'implication de ceux qui sont engagés, il n'en demeure pas moins que les incursions dans l'espace humanitaire, en Irak, ont contraint à l'abandon de certains projets et à en retarder ou délocaliser d'autres. Davantage de moyens ont également du être alloués à la sécurité, ce qui réduit d'autant l'aide directe aux populations.

Que ce soit d'un point de vue purement humanitaire ou de celui du droit international, il n'est pas facile de convaincre les factions radicales armées de ne pas s'attaquer aux travailleurs humanitaires ou aux civils. De par leur nature même, ces groupes opèrent dans l'ombre, loin des tables de négociations, et ne reconnaissent pas forcément les valeurs et la neutralité des acteurs humanitaires. Toutefois, il existe des moyens d'aider la communauté humanitaire à conquérir « son espace », en Irak, comme partout ailleurs. Un des plus importants est de maintenir une distinction, la plus nette possible, entre les militaires et le personnel humanitaire. Si la grande majorité de la population comprend et intègre cette distinction, la marge de manoeuvre des groupes qui ciblent délibérément les opérations humanitaires pourra être réduite. Les gouvernements déployant leurs forces dans les zones de conflit, sur leur propre territoire ou dans d'autres pays, ont ici une responsabilité particulière – notamment les gouvernements des pays qui ont soutenu l'élaboration du droit humanitaire international, qui sont signataires des Conventions de Genève et qui jouent un rôle significatif dans le système des Nations unies.

Par définition, la guerre n'est pas une affaire « civilisée » mais la Communauté internationale a depuis longtemps reconnu qu'aider les faibles et les vulnérables dans des situations de conflit est un principe humain de base. C'est la raison pour laquelle il est si important de rétablir et de protéger « l'espace humanitaire » en Irak et dans les autres zones troublées du monde, où tant de personnes souffrent.

ACTIVITÉS D'ECHO

En bref

Aspects politiques

En 2003, les crises en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient ont occupé une place prédominante dans les opérations financées par l'Office d'aide humanitaire illustrant, ainsi, l'obligation pour ECHO de venir en aide aux régions les plus nécessiteuses. Le programme le plus important a été mis en place en Irak où la situation humanitaire, déjà difficile, a été aggravée par la guerre, les nombreux pillages et l'insécurité. D'importantes ressources supplémentaires ont été prélevées dans la réserve d'aide d'urgence, afin de faire face aux besoins humanitaires de l'Irak, mais aussi de l'Afrique australe. Parmi les autres régions où des programmes de grande envergure ont été financés, figurent l'Afghanistan, le Burundi, la République démocratique du Congo, le Libéria, la Corée du Nord, les Territoires palestiniens et le Soudan. Par ailleurs, une attention toute particulière a été accordée aux victimes des "crises oubliées", notamment au Népal, dans le nord de l'Ouganda et au Myanmar. ECHO a également répondu rapidement à une série de catastrophes naturelles, telles que le tremblement de terre dévastateur qui a frappé la ville iranienne de Bam, en fin d'année.

L'année 2003 a confirmé, une fois encore, que les opérations d'aide humanitaire mises en œuvre dans un environnement incertain sont souvent imprévisibles et sujettes à des changements radicaux. Du côté des résultats positifs, il convient de souligner qu'ECHO est parvenu à clôturer progressivement la dernière opération déployée dans les Balkans, après 12 ans de présence, marquant ainsi la fin de la phase humanitaire dans cette ancienne zone de conflit. Les programmes de développement à long terme sont maintenant au centre de l'attention dans cette région.

La politique de liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (LRRD) de la Commission européenne a pour but d'assurer une transition efficace de l'aide d'urgence vers une coopération à plus long terme et, ce faisant, de maximiser l'efficacité de son financement. ECHO a accordé une attention particulière à ce problème dans les opérations réalisées sur le terrain et a également participé activement à un groupe inter-services de la Commission qui a proposé une action LRRD concrète pour huit pays et deux régions (Angola, Sierra Leone, Éthiopie, Soudan, Burundi, Cambodge, Afghanistan, Tadjikistan, Afrique occidentale et Amérique centrale).

Au cours de l'année, ECHO a pris part au débat portant sur le projet de Traité constitutionnel élaboré par la Convention européenne. Celui-ci inclut une disposition spécifique sur l'aide humanitaire, laquelle souligne la nécessité de mener les opérations dans le respect des principes du droit humanitaire international, en particulier l'impartialité et la non-discrimination. Faute d'un accord lors de la Conférence intergouvernementale (CIG) sur le projet de Constitution, cette question n'était toujours pas résolue fin 2003. ECHO continuera, dès lors, à mettre l'accent sur les principes humanitaires fondamentaux et l'importance des dispositions visant à améliorer et à protéger "l'espace humanitaire" dans tout futur débat sur la politique extérieure de l'UE.

Compte tenu de la nécessité croissante de préserver une aide humanitaire de qualité dans un environnement en constante évolution, ECHO a continué de développer son approche de "financement thématique". Quatre décisions ont été prises, soutenant les mandats spéciaux des principaux partenaires ONU et Croix-Rouge. Les conditions d'octroi étaient que ces contributions thématiques apportent une valeur ajoutée pour répondre aux besoins humanitaires et renforcent les capacités de réponse de la Commission sur le plan humanitaire (notamment en matière de sécurité du personnel).

ECHO a joué un rôle clé dans l'adoption des Principes et bonnes pratiques pour les donateurs humanitaires, à Stockholm, en juin dernier. Ceux-ci confirment que les fonds humanitaires doivent être affectés en fonction des besoins, à partir de l'évaluation de ceux-ci. Ces principes sont la pierre angulaire de la programmation d'ECHO.

Ces Principes et bonnes pratiques invitent également les donateurs à apporter leur soutien aux "Lignes directrices pour l'utilisation des moyens militaires et de défense civile en appui aux activités humanitaires des Nations unies, lors d'urgences complexes" (orientations MDMC). ECHO a organisé le lancement de ces directives de concert avec l'UNOCHA. Pour ECHO, c'était l'occasion de démontrer son soutien aux principes défendus par ces orientations, à savoir que l'action humanitaire doit conserver son caractère civil et se fonder sur les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et de non-discrimination. Dans le cadre de sa position de donateur actif, ECHO a présidé en juin dernier le Groupe de soutien des donateurs (réunion annuelle des principaux donateurs du CICR) et a accueilli, en novembre à Bruxelles, la présentation de l'Appel consolidé des Nations unies pour 2004.

Les relations d'ECHO avec les différentes familles de partenaires sont désormais totalement régies par des cadres juridiques révisés qui sont axés sur la définition d'objectifs et d'indicateurs clairs, afin de mesurer et évaluer les résultats des opérations financées par l'Office (pour plus de détails, voir le message du Directeur en page 2).

Outre les discussions approfondies consacrées aux instruments mentionnés au paragraphe précédent, ECHO a entretenu un dialogue étroit avec ses partenaires. La série, désormais traditionnelle, des Dialogues de programmation stratégique, au cours desquels ECHO et ses principaux partenaires examinent les objectifs communs et discutent des stratégies, s'est tenue au cours du dernier trimestre de l'année 2003. Ces Dialogues ont réuni des agences humanitaires de l'ONU (HCR, PAM, UNICEF, OCHA et OMS), la famille de la Croix-Rouge (FICR et CICR) et des représentants d'ONG. Ces réunions ont pour but de consolider les relations d'ECHO avec ses partenaires et de promouvoir des politiques humanitaires cohérentes. La Conférence annuelle des partenaires d'ECHO, organisée à Bruxelles les 6 et 7 novembre, a donné lieu à un autre forum de discussions intensives, tandis qu'ECHO a également participé aux réunions des organes exécutifs des agences de l'ONU.

ACTIVITÉS D'ECHO

En bref

Finances et audit

En 2003, ECHO a répondu aux crises humanitaires par l'adoption de 100 décisions de financement pour un montant total de 600,3 millions d'euros. 586,2 millions d'euros ont été financés grâce au budget de la Commission, tandis que les 14,1 millions restants ont été prélevés sur le Fonds européen de développement.

En raison de crises aussi soudaines qu'imprévisibles, ainsi que de l'aggravation de crises existantes, le budget initial de 441,7 millions d'euros a dû être revu à la hausse à plusieurs reprises. Les principaux changements ont pris la forme de deux virements de la réserve d'aide d'urgence : le premier, en avril, d'un montant de 79 millions d'euros pour répondre à la crise irakienne ; le deuxième, en juillet, de 25 millions d'euros, suite à la détérioration de la situation humanitaire en Afrique australe.

799 conventions de financement d'aide humanitaire ont été signées en 2003. Le taux d'exécution budgétaire concernant ces crédits d'engagement a été de 100%.

L'accent a été mis en permanence sur l'amélioration des contrôles et des normes, en vue d'assurer le déploiement approprié et efficace des ressources gérées par ECHO. L'année 2003 a vu une augmentation significative du nombre d'audits effectués auprès de tiers (partenaires et contractants) chargés de la mise en œuvre des activités financées par ECHO. 120 audits ont été finalisés et 24 étaient toujours en cours à la fin de l'année. Ces audits ont été réalisés tant au niveau du siège que sur le terrain. Les bureaux d'ECHO sur le terrain ont également été soumis à des audits systématiques (six en 2003). Un cabinet externe est chargé de réaliser des audits au siège des partenaires, tandis que les audits de terrain sont effectués par le service d'audit d'ECHO.

Évaluation

L'accent mis par ECHO sur la qualité s'est également reflété dans son activité d'évaluation des opérations géographiques et thématiques, ainsi que du travail des partenaires chargés de la mise en œuvre. Toutes les évaluations ont été menées par des consultants externes.

Dans le cadre de ses activités de base, ECHO a procédé aux évaluations des opérations déployées en Serbie, au Soudan, en Angola et en Afghanistan. Les évaluateurs ont estimé que les actions financées par ECHO dans ces pays étaient conformes au mandat de l'Office. Dans certains cas, ils ont suggéré qu'ECHO mette davantage l'accent, dans ses évaluations, sur les enseignements tirés, en adoptant des politiques plus formelles et des normes plus spécifiques.

ECHO a également entrepris une évaluation de la coopération avec l'UNICEF, un de ses partenaires essentiels au sein des Nations unies. Cette évaluation a fourni des informations sur les progrès récents accomplis par l'UNICEF dans des domaines tels que la technologie de l'information et a permis d'identifier d'autres éléments potentiellement utiles. Ainsi, il a été constaté que la Division des approvisionnements de l'UNICEF bénéficiait d'un important savoir-faire technique qu'elle pourrait partager avec d'autres acteurs humanitaires. Une importante recommandation générale préconise l'approfondissement des relations de coopération entre ECHO et l'UNICEF, sans perdre de vue leur intérêt commun, celui d'aider les enfants et les jeunes touchés par des crises humanitaires.

Dans le cadre de l'actuel processus de réforme, ECHO a adopté de nouvelles orientations pour sa section d'évaluation. Il s'agit notamment d'entretenir des liens plus étroits avec les homologues des États membres de l'UE, de s'impliquer davantage dans l'élaboration des politiques au sein d'ECHO et de contribuer au renforcement de l'efficacité des partenaires grâce à l'apport d'informations et d'outils.

Pour la première initiative de ce genre, ECHO a participé à un effort commun d'évaluation des problèmes des déplacés, réalisé en collaboration avec certains États membres et d'autres acteurs humanitaires. Toutes les parties concernées ont reconnu les avantages de cette approche, en termes d'économie et de synergie.

L'approche d'ECHO à la préparation aux catastrophes a fait l'objet d'une évaluation approfondie qui a également permis de dégager des modèles et des outils susceptibles d'être utilisés par ECHO et ses partenaires. Les évaluateurs ont constaté que les activités de préparation aux catastrophes d'ECHO avaient été, dans une large mesure, couronnées de succès. Les recommandations pour l'avenir incluent plus particulièrement l'intégration de l'atténuation des catastrophes dans la politique LRRD.

Enfin, ECHO a engagé une révision des normes et des pratiques liées à la sécurité du personnel humanitaire ainsi qu'à la défense de "l'espace humanitaire" dans les régions affectées par des crises. Le but est de fournir à ECHO et à ses ONG partenaires une documentation spécifique sur les questions de sécurité humanitaire.

ACTIVITÉS D'ECHO

En bref

Information et communication

Une stratégie d'information révisée a été élaborée en 2003, en vue de sa mise en œuvre en 2004-2005. Celle-ci prévoit une série d'adaptations et de nouvelles propositions visant à présenter les valeurs, les principes et les résultats concrets de l'aide humanitaire apportée par l'UE.

Tout au long de l'année, ECHO s'est efforcé de maximiser l'utilisation d'internet et des médias audiovisuels pour promouvoir son message humanitaire. Les priorités ont reflété la nécessité de fournir des informations sur les projets et les résultats concrets, ainsi que sur le fonctionnement du système d'aide humanitaire de l'UE. Les activités d'information ont souligné le rôle d'ECHO dans la sauvegarde et la préservation des vies humaines lors de crises humanitaires, conformément aux objectifs stratégiques et au mandat de l'Office.

Le site web d'ECHO a fait l'objet d'une mise à jour constante. Parmi les informations présentées figurent, tous les mois, des témoignages. Afin de soutenir la mission d'ECHO, qui est d'intervenir dans les zones où les besoins humanitaires sont importants, des pages web spécifiques ("Sur le terrain") mettent l'accent sur les régions en proie à des crises aiguës qui reçoivent un important financement d'ECHO. En fin d'année, le nombre de pages consultées mensuellement dépassait la barre des 100 000 et ces chiffres montraient une tendance à la hausse.

Une attention toute particulière a été accordée aux produits audiovisuels, afin de toucher un plus large public. ECHO a produit quatre séries de banques d'images et de documentaires vidéo présentant des zones de crise spécifiques (l'Afghanistan, les Balkans, l'Irak et les Territoires palestiniens), ainsi qu'un spot radio diffusé en français et en arabe au Moyen-Orient. Des activités liées aux médias ont été organisées à Athènes, Bruxelles, Bagdad, Bangkok et Phnom Penh.

Parmi les publications produites en 2003 figurent la Revue annuelle d'ECHO ainsi que des brochures sur le programme de préparation aux catastrophes, les 10 ans d'ECHO dans les Balkans, ECHO au Tadjikistan, les actions financées par ECHO et mises en œuvre par les ONG partenaires des pays assurant la Présidence de l'UE. Plusieurs dépliants spécifiques à certains pays ont également été publiés.

Parmi les nouvelles activités d'information destinées à mettre en avant le rôle et les objectifs d'ECHO, on peut citer une campagne d'éducation scolaire, menée en France et en Allemagne, en collaboration avec le HCR ; des campagnes d'affichage (conjointement avec la DG Développement) dans les aéroports de Bruxelles et de Rome et la diffusion de vidéos d'informations d'ECHO dans la gare de Roma Termini (en continu pendant une semaine). Des travaux préparatoires d'envergure ont également été entrepris en vue d'organiser une Journée " solidarité jeunesse ", en janvier 2004, en coopération avec le Parlement européen et en associant des étudiants du secondaire des quinze États membres.

Formation et études

Dans le contexte de ses partenariats opérationnels, ECHO a concentré ses efforts sur l'organisation d'une formation approfondie, en vue d'assurer une transition en douceur vers le nouveau cadre juridique mentionné précédemment dans cette section. Un programme de formation complet, à achever en 2004, a été lancé et s'adresse autant au personnel du siège d'ECHO, qu'à celui du terrain ou encore aux représentants des ONG.

Dans le cadre du programme de subventions pour la formation et les études, Oxfam-UK, Caritas-D et Solint-I ont organisé des séminaires et des séances de formation, en sus de la publication de CD-ROM et autres supports éducatifs. La poursuite de ces activités est prévue en 2004.

ECHO a, par ailleurs, continué d'apporter son soutien au réseau de formation à l'aide humanitaire (NOHA), qui propose un diplôme post-universitaire pluridisciplinaire d'un an, dans sept universités participantes. Les étudiants suivent un programme qui leur offre une vue d'ensemble de l'aide humanitaire. Ces cours sont complétés par un stage au sein d'une organisation humanitaire ou à ECHO.

ECHO dans le monde

Financement de l'aide humanitaire par pays/région

Afghanistan

Financement – 54 millions €

Depuis la fin des combats majeurs en 2002, environ 2,5 millions de réfugiés ont été rapatriés du Pakistan et d'Iran, en Afghanistan, et 600 000 autres personnes, déplacées à l'intérieur du pays, sont rentrées chez elles. Depuis, de nouvelles explosions de violence dans certaines régions ont déclenché d'autres vagues de déplacements.

En 2003, ECHO a apporté une aide considérable aux rapatriés et aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, sous la forme de logements, de soins de santé d'urgence, d'activités génératrices de revenus et de mesures relatives à la sécurité alimentaire. L'Office a également maintenu son soutien aux réfugiés afghans au Pakistan et en Iran.

ECHO a fourni une aide ciblée dans le sud et l'ouest de l'Afghanistan, où les effets de la sécheresse continuent à saper les efforts de réhabilitation. Les fonds ont servi à financer des projets d'adduction d'eau potable, d'irrigation, de soins de santé primaire et d'aide nutritionnelle. Dans les régions montagneuses, où les rudes conditions hivernales menacent les groupes vulnérables, près de 700 000 personnes ont bénéficié d'une assistance pour faire face à l'hiver.

En outre, ECHO s'est efforcé d'améliorer les conditions de fonctionnement des organisations humanitaires, en finançant des opérations de transport aérien ainsi que des services de conseil en matière de sécurité, aux ONG.

Afrique australe (à l'exclusion de l'Angola et du Zimbabwe)

Financement – 4,28 millions €

L'Afrique australe s'est trouvée confrontée à une crise complexe conjuguant sécheresse, difficultés économiques et problèmes agricoles. La pandémie de VIH/SIDA, qui frappe de nombreuses communautés de la région, a encore aggravé la situation.

Outre les opérations humanitaires d'envergure en Angola et au Zimbabwe (voir pages 14 et 20), la Commission européenne a également libéré près de 4 millions d'euros pour la réalisation de programmes ciblés en Zambie (1,63 million d'euros), au Malawi (1,19 million d'euros), au Swaziland (0,91 million d'euros) et au Lesotho (0,25 million d'euros).

Au Malawi, les fonds ont servi au renforcement des capacités de 45 unités traitant les cas de malnutrition aiguë et à l'extension des soins thérapeutiques locaux, en utilisant des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi et produits sur place.

En Zambie, au Lesotho et au Swaziland, l'aide s'est concentrée sur des actions en faveur de la nutrition, de l'eau/l'assainissement et de la santé destinées à des groupes vulnérables affectés, notamment par la sécheresse et le VIH/SIDA. L'octroi d'une aide de 25 millions d'euros en faveur de l'Afrique australe a été décidé en août et a permis de libérer des ressources. De ce montant, ECHO a destiné 0,2 million d'euros, venus s'ajouter aux 0,1 million d'euros provenant d'une décision antérieure a une aide d'urgence et de suivi pour 12 000 personnes vulnérables touchées par les inondations qui ont frappé la région de Caprivi, en Namibie.

Algérie

Financement – 2 millions €

En mai, un tremblement de terre d'une magnitude de 6,6 a frappé le nord du pays, provoquant des destructions massives. Le séisme a fait environ 4 000 morts, 10 000 blessés et, selon les estimations, 200 000 sans abri. Dans un premier temps, ECHO a débloqué 1 million d'euros pour l'aide médicale immédiate et l'aide d'urgence. Par la suite, en décembre, il a été décidé de mettre à disposition 1 million d'euros supplémentaires pour faire face aux besoins de plus de 10 000 familles vivant toujours dans des logements de fortune. Des fonds ont également été destinés au renforcement des structures sanitaires et à la fourniture d'un soutien psychosocial.

PACTEC offre un service aérien pour des missions d'aide humanitaire dans des endroits éloignés, inaccessibles autrement. © PACTEC

Atteindre les plus vulnérables

Les conditions d'accès sont essentielles à la mise en œuvre de l'aide humanitaire en Afghanistan. En raison du mauvais état des routes, des hivers rudes et surtout de l'insécurité croissante, les ONG doivent pouvoir compter sur un service aérien fiable et à un prix abordable pour les emmener vers des destinations lointaines qui seraient, sans cela, inaccessibles. Dans la mesure où éloignement va souvent de pair avec vulnérabilité de la population, l'amélioration de l'accès des ONG est vitale pour la fourniture d'une aide humanitaire bien ciblée.

ECHO soutient des opérations aériennes en Afghanistan depuis 1996. Grâce à deux avions de dix places et un de quatre places, PACTEC (Partenaires en aviation et technologies de la communication), un service aérien organisé par des ONG, propose des vols réguliers vers 17 destinations ainsi qu'un service charter pour des missions humanitaires. ECHO finance également les opérations aériennes du CICR.

Grâce à PACTEC, ECHO a pu rapidement dépêcher de l'aide dans la ville de Bam, en Iran, lorsque celle-ci a été dévastée par un tremblement de terre le 26 décembre. Cela a permis d'évaluer les besoins et d'envoyer rapidement de l'aide aux victimes.

Amérique centrale (Guatemala, Honduras, Nicaragua et El Salvador)

Financement – 0,52 million €

De graves difficultés économiques, socioculturelles et environnementales ont eu des effets néfastes sur la sécurité alimentaire des couches les plus pauvres de la population du Guatemala, du Nicaragua et du Salvador. Les groupes vulnérables ont connu des pénuries alimentaires et la malnutrition, aggravées par un accès limité à l'eau potable et l'insuffisance des soins de santé. ECHO a dispensé une formation spécialisée à quelque 6 000 professionnels de la santé, en vue d'améliorer les systèmes de détection et de traitement de la malnutrition dans la région.

Angola

Financement – 21,98 millions €

Depuis la fin de la guerre civile en 2002, un nombre considérable d'Angolais sont rentrés au pays. ECHO a soutenu le processus de réinstallation en aidant plus de deux millions de personnes, qu'il s'agisse d'anciens déplacés à l'intérieur du pays ou de réfugiés revenant des pays voisins. L'Office a financé un large éventail de projets humanitaires, notamment la fourniture de ressources agricoles (semences, outils et bétail), de soins de santé d'urgence et de produits ménagers de base. ECHO a également financé des opérations de déminage, ainsi que des programmes d'éducation sur les dangers des mines et de sensibilisation au VIH/SIDA.

Le montant indiqué ci-dessus inclut les 13,9 millions d'euros alloués par le biais de trois décisions de financement distinctes en faveur de l'Angola et 8,08 millions d'euros sur un total de 25 millions au titre d'une décision régionale pour l'Afrique australe (voir page 13).

Argentine

Financement – 1,39 million €

La crise économique qui frappe l'Argentine a eu un impact considérable sur la santé des groupes vulnérables. Les denrées alimentaires se faisant rares, de nombreux enfants issus de familles pauvres sont victimes de malnutrition. ECHO a aidé à financer une étude nutritionnelle concernant 31 500 ménages dans les provinces septentrionales les plus touchées par l'insécurité alimentaire. Une aide alimentaire de base a été apportée à près de 12 000 personnes et 50 centres de santé ont reçu des médicaments essentiels. ECHO a également apporté une aide à environ 15 000 personnes touchées par les inondations qui ont dévasté la ville de Santa Fé en avril.

Burkina Faso/Niger

Financement – 0,945 million €

ECHO a soutenu des campagnes de vaccination et de traitement de la méningite destinées à 1,3 million de personnes au Burkina Faso et 600 000 autres au Niger. Au Burkina Faso, en 2001 et 2002, cette maladie a tué plus de 3 000 personnes et, en 2003, les taux d'infection enregistrés étaient trois fois supérieurs à ceux de l'année précédente.

Burundi

Financement – 15 millions €

Le Burundi a continué de faire face à une situation humanitaire extrêmement précaire. En plus des 300 000 victimes de la guerre civile, près d'un million de personnes ont été déplacées durant le conflit. Nombreux sont les Burundais qui ont fui vers les pays voisins et un grand nombre a été déplacé à l'intérieur du pays. Les mauvaises récoltes de 2002 n'ont fait qu'aggraver la situation et, en 2003, on estimait qu'un Burundais sur cinq risquait de mourir de faim.

Le processus de réinstallation, qui a débuté en 2002, a été interrompu par les combats opposant l'armée à des groupes rebelles. Bien que l'insécurité continue à rendre les opérations humanitaires difficiles, près de 100 000 réfugiés ont réussi à rentrer au Burundi au cours des deux dernières années.

ECHO a concentré son action sur la réduction de la mortalité et de la morbidité au sein des populations les plus vulnérables (réfugiés, personnes déplacées, femmes et enfants). Les fonds ont été alloués, en priorité, à des projets liés à la santé et à la nutrition, à la sécurité alimentaire, à l'eau et à l'assainissement.

En juillet, les Forces de libération nationale (FLN), le deuxième plus important mouvement rebelle burundais, a lancé une attaque contre Bujumbura, la capitale. Cette offensive a entraîné de nouveaux mouvements de population et ECHO a joué un rôle important dans la coordination de l'action humanitaire. Vers la fin de l'année, la situation s'est quelque peu stabilisée, grâce à la formation d'un nouveau gouvernement de transition comprenant trois ministres issus de l'un des principaux groupes rebelles.

Cambodge

Financement – 4 millions €

Bien que la situation humanitaire au Cambodge ne soit plus critique, un grand nombre d'habitants est toujours menacé par les catastrophes naturelles, l'instabilité et l'insécurité alimentaire. Seulement 26 % de la population ont accès à une source adéquate d'eau potable. En outre, le pays doit faire face à l'héritage mortel de la guerre que représentent les quatre à six millions de mines et autres engins non explosés. Ces derniers constituent une menace quotidienne pour la population civile et font plus de 800 victimes chaque année. ECHO a continué de financer des opérations d'urgence et a contribué à améliorer les conditions de vie des groupes vulnérables. Des systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement ont été remis en état et plus de 200 nouveaux puits ont été creusés. Par ailleurs, des fonds ont également servi à financer des actions dans le domaine de la santé, la fourniture de matériels essentiels, de semences et d'outils, ainsi que la poursuite des opérations de déminage et de sensibilisation aux mines.

140 000 Cambodgiens ont bénéficié des actions d'ECHO en matière d'eau et d'assainissement et 500 000 personnes (dont 400 000 enfants) ont désormais accès à de meilleurs services de santé.

Caucase du Nord

Financement – 26 millions €

Le conflit en Tchétchénie a provoqué des dégâts matériels considérables et d'énormes souffrances humaines. On estime à 80 000 le nombre de Tchétchènes toujours en exil dans les républiques voisines et à 140 000 les personnes déplacées à l'intérieur de la Tchétchénie.

ECHO a attribué des fonds importants pour répondre aux besoins de plus de 370 000 personnes touchées par la crise, tant en Tchétchénie qu'en Ingouchie et au Daguestan. Ces fonds ont servi à la construction d'abris pour les personnes déplacées en Ingouchie, à la fourniture de produits non alimentaires ainsi qu'à des activités de protection des personnes déplacées dans les trois républiques. Les soins de santé primaire sont dispensés gratuitement aux personnes déplacées, en particulier aux enfants.

D'autres actions financées par ECHO ont été consacrées à la poursuite des campagnes de sensibilisation aux mines en Ingouchie et en Tchétchénie, à l'amélioration des conditions sanitaires par la construction de latrines, de points d'eau et de douches dans les camps de personnes déplacées en Ingouchie, et à l'accès à l'eau potable pour les habitants de Grozny, en insistant tout particulièrement sur les écoles et les centres de santé.

Chine

Financement – 4 millions €

En juillet, les glissements de terrain et les inondations ont laissé en Chine près de 4,5 millions de personnes sans abri et ont, en grande partie, détruit les récoltes. Dans certaines régions, les précipitations ont atteint plus de 400 ml en un peu plus de deux jours, poussant les populations à se déplacer en masse et entraînant d'importantes perturbations des services publics. Les inondations ont également accru considérablement les risques d'épidémies et de maladies d'origine hydrique, en particulier dans les régions rurales éloignées.

Le financement apporté par ECHO a permis de répondre aux besoins essentiels des groupes les plus vulnérables de la

population, notamment en matière d'aide alimentaire d'urgence et du rétablissement de services de santé et d'éducation de base.

Colombie et Équateur

Financement – 8,206 millions €

La situation politique en Colombie est restée extrêmement instable et le conflit armé entrave toujours les efforts de reconstruction. Bien que le nombre de nouvelles personnes déplacées à l'intérieur du pays ait considérablement chuté en 2003, près de 182 000 habitants ont néanmoins été déplacés et, avec près de trois millions de personnes contraintes de quitter leur foyer depuis 1985, la Colombie occupait toujours le troisième rang mondial en termes de population déplacée. Bon nombre de ces personnes vivent dans des bidonvilles dépourvus d'installations adéquates d'approvisionnement en eau et d'assainissement. L'accès à l'assistance médicale est extrêmement limité dans les zones rurales touchées par le conflit.

ECHO a soutenu le travail du CICR en fournissant une aide alimentaire pour trois mois aux personnes récemment déplacées (qu'elles soient ou non enregistrées). L'Office a également financé la fourniture d'une aide alimentaire complémentaire et de matériaux de construction, l'amélioration du réseau d'eau et d'assainissement et la prestation de services psychosociaux. Plus de 150 000 personnes récemment déplacées ont directement bénéficié de projets financés par ECHO en 2003.

L'Équateur a accueilli un nombre croissant de réfugiés colombiens durant l'année écoulée (environ un millier par mois). En réponse à cette situation, ECHO a participé à la mise en place d'un mécanisme efficace de protection des réfugiés en Équateur.

Congo (République du)

Financement – 4 millions €

Le conflit qui secoue de longue date la région du Pool, en République du Congo, a eu des conséquences désastreuses pour la population civile. Les structures sociales et médicales ont été détruites et la production agricole gravement perturbée.

ECHO a contribué à améliorer les conditions de vie de plus de 200 000 personnes vulnérables touchées par le conflit. Les fonds ont servi à fournir une aide alimentaire et des soins de santé et à réinstaller des populations déplacées.

Suite à l'identification d'un foyer d'Ebola dans la région de la Cuvette en février, ECHO a financé une opération d'urgence qui a réussi à contenir l'épidémie, a fourni les traitements médicaux urgents et une formation sanitaire de base. Cette action comprenait aussi des mesures destinées à renforcer les systèmes de contrôle des épidémies.

Congo (République démocratique du)

Financement – 44 millions €

L'entrée en fonction d'un gouvernement de transition, en juillet, a officiellement mis un terme à sept années de guerre civile en RDC. Alors que cet événement offrait une occasion d'instaurer une paix durable, le pays a continué de faire face à d'énormes besoins humanitaires.

Environ quatre millions de personnes ont été déplacées par le conflit et des années de combats ont dévasté le système de santé, ce qui a engendré une explosion des taux de mortalité imputables à des maladies courantes comme le paludisme. Le VIH/SIDA se propage également rapidement. La situation sanitaire est aussi aggravée par une insécurité alimentaire généralisée.

Au cours des cinq dernières années, ECHO a été le principal donateur d'aide humanitaire dans ce pays. En 2003, des fonds ont servi à soulager les souffrances des personnes vulnérables et à faciliter la réinstallation de communautés déracinées. Les actions réalisées concernaient le traitement d'environ 60 000 enfants souffrant de malnutrition, mais s'attaquaient également aux causes de la malnutrition en fournissant aux familles des denrées alimentaires, des semences et des outils.

ECHO a aussi donné des médicaments, du matériel médical et formé du personnel en vue d'améliorer la qualité des services de santé dans 55 districts sanitaires desservant environ 4,5 millions de personnes.

5 millions d'euros ont été spécifiquement consacrés au district d'Ituri où, selon les estimations, un million d'habitants ont été touchés par les combats. Un grand nombre de familles ont été contraintes de quitter leur domicile.

Corée du Nord

Financement – 17 millions €

Depuis le début des années 90, les besoins humanitaires n'ont cessé de croître en Corée du Nord. Des pénuries alimentaires fréquentes ont engendré une malnutrition généralisée et accru la vulnérabilité aux maladies, notamment chez les enfants. Le système de santé doit faire face à de graves pénuries de ressources.

Dans le cadre de son plan global doté de 12 millions d'euros, ECHO a continué d'apporter un soutien considérable au secteur de la santé, en fournissant des médicaments de première nécessité, des produits médicaux et des équipements à plus de 1400 centres de santé et en développant les services de transfusion sanguine. Des fonds ont également été alloués à des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement, dont environ 300 000 personnes ont bénéficié.

En décembre, ECHO a octroyé 5 millions d'euros supplémentaires pour répondre aux besoins nutritionnels urgents de groupes extrêmement vulnérables. Les fonds ont été attribués au PAM afin de fournir des compléments alimentaires vitaux à 297 000 femmes enceintes ou allaitantes, ainsi qu'à l'UNICEF pour soutenir un programme d'alimentation thérapeutique destiné à 70 000 nourrissons souffrant de malnutrition aiguë dans neuf provinces.

Côte d'Ivoire

Financement – 5,74 millions €

La situation humanitaire en Côte d'Ivoire est restée très fluctuante depuis le déclenchement des troubles internes en septembre 2002. Les combats ont engendré d'importants mouvements de population et le pays demeure divisé entre les forces gouvernementales et les "forces nouvelles" (les anciens rebelles). Les services publics ont été gravement perturbés dans de nombreuses régions, notamment dans le nord et l'ouest du pays. L'arrivée massive de réfugiés libériens et des tensions ethniques ont encore détérioré la situation.

En concentrant son action sur les zones touchées par le conflit, ECHO a soutenu la réinstallation et l'intégration des populations déracinées ainsi que les activités liées à la protection, à la santé et à la nutrition.

Érythrée

Financement – 1,3 million €

Fin 2002, une nouvelle sécheresse sevère a poussé ECHO à reprendre ses activités en Érythrée. L'absence de précipitations a gravement affecté les récoltes, provoquant une insécurité alimentaire généralisée. Des dizaines de milliers de personnes souffrent d'une pénurie d'eau et de problèmes nutritionnels. Les fonds d'ECHO ont permis de répondre aux besoins en eau, en soins de santé et en alimentation des victimes de la sécheresse.

Éthiopie

Financement – 2 millions €

Fin 2002, ECHO a mis à disposition 4 millions d'euros (mentionnés dans la revue annuelle de l'année dernière) en réponse à une grave sécheresse. Ces fonds ont été utilisés sur l'ensemble de l'année 2003. Dans les régions d'Afar, d'Amhara, de Somali et d'Oromia, plus de 500 000 victimes de la sécheresse ont bénéficié d'une aide qui était essentiellement destinée aux communautés pastorales marginalisées, dont la subsistance dépend essentiellement du bétail.

La sécheresse a exacerbé les tensions interethniques, en raison de la concurrence accrue pour des ressources devenues rares. ECHO a versé 2 millions d'euros au CICR pour financer des projets de protection et de soins de santé en vue de répondre aux besoins humanitaires et garantir le respect des Conventions de Genève.

La protection des enfants

Au Libéria, le conflit a exposé des milliers d'enfants et leurs familles à des violations des droits humains tels que viols, violences physiques, rapts, recrutements forcés dans les forces combattantes et séparations des familles. Les enfants déplacés, en particulier les filles, ont été victimes d'abus durant leur fuite comme à l'intérieur des camps. Par ailleurs, la vulnérabilité et la pauvreté poussaient des fillettes de familles à bas revenus à se prostituer. Retrouver la trace des personnes qui ont été chassées de chez elles est difficile, bon nombre d'entre elles ayant été déplacées plusieurs fois. Dans ces circonstances, les actions de protection humanitaire et de recherche des familles sont essentielles.

Des fillettes jouent au ballon dans un centre de transit pour anciens enfants-soldats au Libéria.
© Simon Woods/Save the Children UK

ECHO soutient un projet de Save the Children UK, qui recherche la trace d'enfants séparés de leurs proches et réunit les familles. Le programme inclut des actions pédagogiques visant à encourager les communautés locales à créer des comités de protection de l'enfance et à prendre des mesures concrètes pour protéger les groupes vulnérables.

Les projets financés par ECHO fournissent également, aux victimes les plus vulnérables de la crise au Libéria, des produits non alimentaires de base (vêtements, casseroles et réservoirs d'eau) ainsi que des vivres et des soins médicaux de base. Ce soutien pratique est crucial pour les enfants et les mères célibataires, qui n'ont aucun moyen de subsistance.

Inde

Financement – 1,95 million €

Depuis 1989, des dizaines de milliers de personnes ont été tuées ou portées disparues en raison du conflit au Cachemire et plus de 350 000 autres ont été déplacées. L'insécurité et la violence généralisée gênent l'action humanitaire et laissent une large partie de la population locale isolée et vulnérable. L'assistance d'ECHO s'est essentiellement concentrée sur la fourniture d'eau potable, d'un appui psychosocial et d'un enseignement non formel pour les personnes déplacées et les résidents.

Indonésie

Financement – 3,5 millions €

Bien que la sécurité générale se soit quelque peu améliorée en Indonésie, des conditions climatiques difficiles et des épidémies ont détérioré la situation humanitaire dans plusieurs régions. Début 2003, on estimait à 590 000 le nombre de personnes déplacées qui n'étaient toujours pas en mesure de rentrer chez elles. ECHO a continué de protéger ces populations extrêmement vulnérables et à chercher des solutions durables en vue de leur réinstallation.

Dans la province d'Aceh, les conflits ont entraîné de nouveaux mouvements de population, limitant l'accès des civils aux services de base. Les actions financées par ECHO ont concerné la formation des enseignants et les structures sanitaires dans les régions touchées par la guerre. Depuis l'imposition de la loi martiale en mai, les organisations humanitaires se sont vues refuser l'accès aux victimes du conflit.

Au Timor occidental, une sécheresse qui s'est prolongée pendant deux ans et des récoltes réduites ont entraîné d'importantes pénuries de vivres. ECHO a réagi en fournissant une aide alimentaire, des instruments agricoles et des semences aux populations concernées ; ECHO a également contribué à l'amélioration des conditions de vie de la population et étendu l'accès aux services de base pour 50 000 anciens réfugiés (un héritage du conflit au Timor oriental) et 7 000 résidents.

Fidji

Financement - 0,42 million €

En janvier, le cyclone tropical Ami a provoqué des dégâts considérables aux Îles Fidji, affectant plus de 130 000 personnes. ECHO a soutenu des opérations d'aide d'urgence en fournissant des denrées alimentaires, des abris, un accès à l'eau potable et une assistance pour la réparation des infrastructures endommagées.

Géorgie

Financement – 2,2 millions €

Dans le sud du Caucase, la Géorgie s'est heurtée à des difficultés humanitaires considérables, pourtant oubliées, héritage du conflit de 1992 dans la République autonome d'Abkhazie, qui avait abouti au déplacement de plus de 250 000 personnes. L'aide internationale pour les victimes de cette crise ayant diminué, les besoins essentiels d'un grand nombre de personnes n'étaient pas satisfaits. Les fonds alloués par ECHO ont été destinés à faire face aux besoins alimentaires de base de 58 000 personnes, parmi les plus vulnérables.

Haïti

Financement – 0,08 million €

Les pluies torrentielles du mois d'août ont causé de graves inondations en Haïti. ECHO a fourni une aide d'urgence à environ 60 000 personnes frappées par cette catastrophe. Les fonds ont servi à acheter du matériel de secours d'urgence et des médicaments, à construire des systèmes d'adduction d'eau et à rétablir les services de santé.

Irak

Financement – 97,14 millions €

La guerre en Irak et l'insécurité persistante depuis la fin officielle des hostilités ont créé de nouveaux besoins considérables dans un pays déjà confronté à de graves problèmes humanitaires. Les dommages provoqués par la guerre et les pillages généralisés ont conduit à l'effondrement de nombreux services de base.

ECHO a soutenu le programme de protection et d'aide d'urgence du CICR, l'une des rares organisations humanitaires restées opérationnelles durant la guerre. ECHO a également financé des réparations urgentes, des médicaments et du matériel médical essentiels et a contribué au programme de distribution de nourriture du PAM en faisant acheter et distribuer du lait déshydraté (aliment non prévu dans le cadre du programme "Pétrole contre nourriture" des Nations unies).

L'approvisionnement en eau potable et en électricité a aussi été gravement perturbé par le conflit. Des sources d'eau contaminées ont entraîné un accroissement important des cas de diarrhée, de choléra et d'autres maladies infectieuses. Certaines régions ont connu de graves pénuries d'eau. ECHO est intervenu pour contribuer aux réparations primordiales des infrastructures, comme la remise en état des systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement. L'Office a également financé des actions de stockage d'eau et d'éducation sanitaire. Au cours de l'année 2003, les projets financés par ECHO ont rétabli et amélioré l'accès à l'eau potable pour 1,5 million de personnes.

Une enveloppe de 5,8 millions d'euros a été allouée à des projets d'élimination des engins non explosés (UXO) et à des actions de sensibilisation. Selon les experts, l'Irak enregistre le taux le plus élevé au monde d'accidents dus aux UXO, dont des mines terrestres (provenant en grand nombre de conflits passés), des bombes, ainsi que des stocks de cartouches et d'armes. La plupart des victimes sont des civils et les enfants sont particulièrement menacés.

Depuis avril, les opérations humanitaires en Irak ont été perturbées par l'insécurité qui règne dans l'ensemble du pays. Néanmoins, un grand nombre de partenaires d'ECHO ont pu continuer d'apporter une aide vitale, avec l'appui du personnel local.

Iran

Financement – 2,3 millions €

Le 26 décembre, un tremblement de terre d'une magnitude de 6,6 a frappé le sud-est de l'Iran. En termes de vies humaines, ce séisme a été le plus meurtrier depuis de nombreuses années, avec plus de 26 000 morts, 30 000 blessés et 45 000 sans abri. Dans la ville de Bam, 85 % des bâtiments ont été détruits.

Grâce à l'adoption d'une décision de première urgence de 2,3 millions d'euros, ECHO a apporté une aide rapide sous la forme de matériel d'épuration de l'eau, de colis alimentaires, d'abris, d'ustensiles ménagers de base, de services de santé et de remise en état des structures médicales. ECHO est parvenu à prélever des fonds sur son budget 2004 afin de financer en partie cette décision.

En 2003, ECHO a également maintenu son aide aux réfugiés afghans vivant en Iran (voir section sur l'Afghanistan).

Laos

Financement – 1,7 million €

Au Laos, la réinstallation des minorités ethniques et des populations montagnardes a eu des conséquences humanitaires majeures pour des communautés rurales déjà vulnérables. Les catastrophes naturelles et la réforme agraire imposée par le gouvernement ont accru une insécurité alimentaire généralisée. La situation est encore aggravée par le danger permanent que constitue la présence d'engins non explosés (UXO).

Plus de 17 000 personnes vulnérables ont bénéficié des actions financées par ECHO en 2003. Les fonds ont servi à la réalisation de projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement ainsi qu'à une formation aux soins de santé de base. Par ailleurs, ECHO a financé des actions de sensibilisation et d'éducation aux risques des UXO dans les zones de réinstallation.

250 réfugiés palestiniens ont reçu des "kits professionnels" pour lancer ou développer leur propres activités économiques.
© Première Urgence

Aider les réfugiés à s'en sortir

Près des deux tiers des quatre millions de réfugiés palestiniens au Moyen-Orient ont été accueillis par des pays voisins d'Israël. Bon nombre d'entre eux vivent dans des conditions précaires et leurs besoins sont souvent oubliés. Au Liban, la majeure partie des 430 000 réfugiés sont logés dans des camps surpeuplés et insalubres. Privés de toute aide d'État, ils sont également exclus de plus de 70 professions.

Avec l'aide d'ECHO, l'ONG française Première Urgence a aidé 250 réfugiés des camps de Nahr el-Bared et de Beddawi, dans le nord du Liban, à lancer ou à développer des activités génératrices de revenus en leur fournissant des "kits professionnels" contenant outils, machines et autres équipements. Les bénéficiaires en paient 15 % de la valeur dès qu'ils atteignent un niveau de revenus suffisant.

Certains ont ouvert de petites entreprises d'industrie alimentaire, des restaurants ou des ateliers électriques ou de construction. D'autres ont créé des salons de coiffure ou des boulangeries.

Auparavant travailleur occasionnel, Ali Fatih el-Najar, 20 ans, est aujourd'hui artisan dans le traitement de l'aluminium. Il a recruté trois employés et, après quatre mois, il a multiplié ses revenus par six.

Au total, ce projet a donné un emploi à 320 personnes, qui subviennent toutes aux besoins de leurs familles, ce qui a eu pour effet de rendre autonomes plus de 2 300 réfugiés.

Libéria, Sierra Leone et Guinée

Financement – 24 millions €

Ces dernières années, le Libéria et la Sierra Leone ont été le théâtre de divers conflits, dont les effets se sont souvent fait sentir dans la Guinée voisine.

En 2003, le Libéria a été victime d'un dernier sursaut d'instabilité. En juin, des groupes rebelles ont lancé des offensives d'envergure contre la capitale Monrovia et d'autres villes importantes. Selon les estimations, 700 civils ont été tués, 71 000 personnes ont cherché refuge dans les pays voisins et 450 000 autres ont été déplacées à l'intérieur du pays. Les services de base ne sont plus disponibles et les pénuries de vivres se sont généralisées.

Alors que la signature d'un accord de paix, en août, entre le gouvernement et deux mouvements rebelles a redonné espoir à une population qui souffre, des besoins considérables restaient néanmoins à satisfaire à l'issue des combats.

ECHO a financé la fourniture de services de base et d'installations essentielles. Les actions se sont concentrées sur les domaines suivants: soins de santé, nutrition, eau/assainissement, logement, logistique, protection et distribution de produits non alimentaires.

En Sierra Leone, où la situation a continué de se stabiliser, ECHO a soutenu quelque 60 000 réfugiés libériens ainsi que les populations locales dans les zones touchées par les derniers afflux de réfugiés. Un appui a également été apporté pour la réinsertion d'environ 220 000 personnes rentrant chez elles après avoir été déplacées durant la guerre civile.

En Guinée, qui a accueilli un grand nombre de réfugiés fuyant les conflits dans la région au cours de ces dernières années, ECHO a continué de fournir une assistance intégrée pour les réfugiés, en soutenant leur retour chez eux lorsque cela était possible.

Mali

Financement – 0,5 million €

ECHO a financé le traitement médical d'urgence d'environ 4 000 victimes d'un foyer de choléra. Par ailleurs, des actions pédagogiques ont permis de sensibiliser et d'informer 500 000 autres personnes, jugées extrêmement menacées.

Mongolie

Financement – 1 million €

La Mongolie a été frappée par une succession sans précédent de trois hivers rigoureux suivis de sécheresses estivales très sévères. On estime que 2,5 millions de têtes de bétail ont péri et que 665 000 personnes ont été directement touchées. Les fonds d'ECHO ont servi à renforcer la sécurité économique des familles d'éleveurs ou d'anciens éleveurs en leur fournissant des produits de première nécessité et des outils. ECHO a également appuyé des mesures destinées à améliorer la sécurité alimentaire des groupes les plus vulnérables de la population (en particulier, les personnes à bas revenus dans les zones urbaines).

Moyen-Orient

Financement – 38 millions €

À la suite du conflit, et étant donné l'impasse dans laquelle se trouve le processus de paix, la crise humanitaire dans les Territoires palestiniens s'est aggravée au cours de l'année. Le taux de chômage a atteint 50 % et le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté s'est élevé à près de deux millions. La malnutrition s'est largement répandue chez les enfants de moins de cinq ans.

Fermeture des frontières, démolition de maisons et autres punitions collectives infligées par les autorités israéliennes ont rendu la vie de plus en plus pénible aux Palestiniens. La construction d'un "mur de séparation" en Cisjordanie a coupé de nombreuses communautés de leurs exploitations agricoles, de leurs puits et des services sociaux et médicaux. Les agences humanitaires se sont heurtées à des problèmes complexes pour accéder aux plus démunis et le coût de l'aide humanitaire a augmenté du fait des mesures mises en œuvre par Israël.

En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, les fonds d'ECHO ont servi à fournir des denrées alimentaires, des soins de

santé, des services d'eau et d'assainissement, un soutien psychosocial et une protection aux personnes vulnérables, ainsi qu'à développer les opportunités d'emploi et à accroître les revenus des ménages.
Afin de prévenir la malnutrition, ECHO a financé des programmes nutritionnels destinés à plus de 600 000 personnes. Des emplois ont été créés pour 10 000 travailleurs, bénéficiant indirectement à près de 50 000 personnes. Plus de 250 professionnels de la santé ont reçu une formation et du matériel, afin d'assister les femmes enceintes vivant dans les régions concernées par des restrictions de déplacement.
ECHO a également soutenu les activités du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) en vue de sensibiliser la communauté internationale à la situation humanitaire dans les Territoires palestiniens.
Par ailleurs, ECHO a poursuivi son aide aux réfugiés palestiniens vivant dans des conditions précaires dans les pays voisins et dont les besoins sont souvent oubliés. Au Liban, notamment, les réfugiés sont logés dans des camps surpeuplés et insalubres. Dépourvus de toute aide d'État et pratiquement exclus du marché du travail, ils dépendent entièrement de l'aide internationale. Les actions financées par ECHO concernaient la création d'emplois, des soins de santé spécifiques pour les mères, les enfants et les handicapés, ainsi que l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Myanmar (Birmanie) et Thaïlande

Financement – 11,56 millions €

La situation intérieure au Myanmar a débouché sur une crise humanitaire aiguë qui frappe particulièrement les minorités ethniques, les populations déplacées, les détenus et d'autres groupes vulnérables. Les effets de la crise se sont également répercutés en Thaïlande, où des minorités vulnérables de Birmanie ont trouvé refuge.
En 2003, ECHO a alloué une enveloppe de 6,24 millions d'euros pour aider environ 80 000 réfugiés installés dans une dizaine de camps provisoires en Thaïlande, à proximité de la frontière birmane. Outre la fourniture d'une aide alimentaire de base, ECHO a financé des projets d'amélioration des infrastructures de santé, d'adduction d'eau et d'assainissement et a apporté son soutien à la réimplantation d'un camp de 17 000 réfugiés.
Au Myanmar même, des fonds ont servi à aider les personnes vulnérables, en particulier dans le nord de la province de Rakhine, où la malnutrition est largement répandue et les services de santé limités. ECHO a financé assistance médicale et protection pour près de 700 000 personnes. Un traitement a également été dispensé à 14 000 personnes souffrant de malnutrition aiguë.
En d'autres endroits du Myanmar, ECHO a contribué à lutter contre le paludisme en fournissant des médicaments et en améliorant les systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement. Selon les estimations, plus de 300 000 personnes ont directement bénéficié de ces actions.

Népal

Financement – 4 millions €

La situation critique de plus de 100 000 réfugiés venus du Bhoutan, qui vivent dans des camps dans le sud-est du Népal depuis 12 ans, intéresse peu la communauté internationale. Les réfugiés sont victimes d'un vide juridique, étant donné que ni le Népal ni le Bhoutan ne les reconnaissent comme citoyens, et dépendent totalement de l'aide extérieure.
Au cours des deux dernières années, le PAM a rencontré des difficultés croissantes pour nourrir les habitants des camps. Reconnaissant que l'interruption des livraisons aurait des conséquences humanitaires catastrophiques, ECHO a alloué 2 millions d'euros pour l'achat de nourriture sur les marchés locaux.
Une enveloppe supplémentaire de 2 millions d'euros a été allouée pour l'aide aux victimes du conflit opposant des groupes d'insurgés maoïstes au gouvernement népalais. Les opérations financées par ECHO concernaient des actions de protection des civils, l'amélioration des infrastructures d'adduction d'eau et d'assainissement et des soins de santé primaire. L'aide s'est concentrée sur le centre et l'ouest du pays, qui ont été particulièrement touchés par l'insurrection.

Ouganda

Financement - 8 millions €

Une crise humanitaire complexe s'est développée en Ouganda, essentiellement due au conflit interne qui ravage le nord, l'est et le centre du pays. La situation est en outre compliquée par la présence de réfugiés qui ont fui les combats au Soudan et en RDC. Selon les estimations, 1,3 million de personnes déplacées vivent désormais dans des camps et dépendent de l'aide de la communauté internationale. L'insécurité limite l'accès des organisations humanitaires à un grand nombre de personnes vulnérables. La crise a toutefois attiré l'attention croissante de la communauté internationale et ECHO peut désormais compter sur davantage de partenaires potentiels pour faire face aux besoins grandissants de la population.
Les fonds d'ECHO ont essentiellement servi à répondre aux besoins les plus aigus, en mettant l'accent sur la santé, la nutrition, la sécurité alimentaire, l'eau/l'assainissement et la fourniture de produits non alimentaires essentiels. Des mesures visant à réintégrer les anciens enfants-soldats dans la société ont également été soutenues.

Pakistan

Financement – 1 million €

De graves inondations ont dévasté des régions du sud du Pakistan en juillet et en août. ECHO a réagi en envoyant une aide d'urgence afin de répondre aux besoins essentiels d'environ 40 000 personnes vulnérables. Les fonds ont également servi à soutenir des projets générateurs de revenus dans les régions frappées par les inondations.
En 2003, ECHO a poursuivi son appui aux réfugiés afghans vivant au Pakistan (voir section sur l'Afghanistan).

Philippines

Financement – 1 million €

Un nouveau conflit entre factions rebelles et forces gouvernementales a, une fois de plus, entraîné des déplacements importants de population, notamment dans l'île de Mindanao. ECHO a financé la fourniture d'une aide essentielle à 31 000 personnes déplacées, vivant dans des camps, sur l'île.

Réfugiés sahraouis

Financement – 5,14 millions €

ECHO a poursuivi son aide aux réfugiés sahraouis qui vivent dans la région désertique de Tindouf, en Algérie, depuis 1975. L'aide était destinée à satisfaire des besoins fondamentaux comme de la nourriture, des médicaments, du matériel médical, des tentes et des formations.

République dominicaine

Financement – 0,9 million €

En novembre, de graves inondations, dans le nord de la République dominicaine, ont causé d'importants dommages. 200 000 hectares de cultures ont été détruits et l'incidence de maladies épidémiques a augmenté, notamment la dengue. ECHO a dépêché une aide d'urgence aux 65 000 victimes des inondations. Cette aide comprenait une aide alimentaire et des installations d'adduction d'eau et d'assainissement.

Serbie et Monténégro

Financement – 7,6 millions €

Alors que les progrès se poursuivent sur la voie de la stabilisation de la région et d'une réforme économique, les interventions d'ECHO dans l'ouest des Balkans se sont progressivement réduites. En 2003, ECHO n'est intervenu qu'en Serbie, en fournissant des vivres et en participant à la mise en œuvre de solutions durables pour les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Il s'agissait de la dernière décision d'octroi d'une aide humanitaire dans la région dans le cadre de la crise née du démembrement de l'ancienne Yougoslavie. Par conséquent, ECHO a fermé son bureau de Belgrade à la fin de l'année.

Somalie

Financement – 9 millions €

La crise humanitaire qui frappe la Somalie de longue date s'est poursuivie en raison du conflit armé et a été aggravée par des conditions climatiques difficiles. Les besoins les plus considérables relèvent des domaines de la santé et de la nutrition, les services sociaux du pays ayant disparu depuis bien longtemps. En 2003, on estimait que 30 % des Somaliens n'avaient pas accès aux soins de santé et que, lorsqu'il existait des installations et du personnel, ces derniers étaient souvent dépourvus des ressources nécessaires. ECHO a concentré son action sur l'amélioration de l'accès à des soins de santé efficaces, à l'eau potable et à un système adéquat d'assainissement, ainsi que sur la lutte contre la malnutrition. Sécheresses, inondations et combats ont également gravement perturbé l'élevage, entraînant une insécurité alimentaire dans de nombreuses régions. ECHO a soutenu des projets destinés à réduire l'impact des risques climatiques sur le bétail et à développer la production vivrière par le biais de programmes d'irrigation et de distribution de semences.

Dans les régions frappées par la sécheresse, moins de 20 % de la population avaient accès à une eau potable. ECHO a donc axé ses actions sur l'amélioration de l'accès à l'eau potable dans les zones rurales éloignées et sur le développement d'installations d'assainissement, en particulier dans les zones exposées au risque de choléra.

Les victimes d'une crise oubliée

Camp de réfugiés à la frontière Thaïlande/Myanmar.
© Odile Minichetti, ECHO

En 2003, quelque 150 000 réfugiés du Myanmar (Birmanie) vivaient encore dans des camps installés le long de la frontière birmano-thaïlandaise, dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins et sans perspective immédiate de retour chez eux. Leur situation fait rarement l'objet d'un article dans la presse internationale. Pourtant, l'aide extérieure est cruciale pour leur survie.

ECHO a soutenu la distribution de denrées alimentaires de base et de combustible domestique dans deux camps de réfugiés situés dans la province de Tak, dont près de 64 500 réfugiés ont bénéficié. Le partenaire d'ECHO, l'ONG néerlandaise ICCO, a travaillé à la mise en œuvre de ce projet en étroite coopération avec le Consortium frontalier birman local (BBC).

Trois aliments de base - le riz, les haricots mung et l'huile de soja - ont été distribués aux réfugiés des camps de Mae La et d'Umpien.

Depuis 1996, ECHO a alloué plus de 28 millions d'euros d'aide humanitaire aux Birmans réfugiés en Thaïlande. La majeure partie des fonds a servi à financer des services de santé, des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement et la distribution de denrées alimentaires.

Soudan

Financement – 22 millions €

À la fin de 2003, jamais les espoirs de paix au Soudan n'avaient été plus grands depuis le déclenchement de la guerre civile, en 1983. Cependant, le conflit a entraîné l'effondrement de nombreux services de base et a rendu une multitude de personnes dépendantes de l'aide internationale. L'amélioration de la sécurité a également mis en lumière l'énorme défi humanitaire à relever dans des zones auparavant inaccessibles.

ECHO est intervenu en priorité dans les domaines de la santé, la nutrition, l'eau/l'assainissement, la prévention et la sécurité alimentaire. ECHO a également soutenu des actions de protection et de logistique humanitaire (transport et sécurité) et la réunification familiale.

L'octroi d'une aide d'urgence de 2 millions d'euros a été décidé afin d'aider les victimes du conflit qui se propage dans le Grand Darfour. Les fonds ont aidé à répondre à des besoins de base en matière d'abris, de soins de santé, de nutrition, d'eau et d'assainissement et à soutenir des mesures de protection des personnes déplacées contre les menaces d'insécurité. Près d'un million de personnes ont été touchées par le conflit, mais la majorité n'a pas pu être approchée par le personnel d'assistance en raison de l'insécurité et des restrictions d'accès à la zone.

Sri Lanka

Financement – 8,8 millions €

À l'issue de 19 années de combats, le cessez-le-feu signé en février 2002 entre le gouvernement et les séparatistes tamouls a apporté un nouvel espoir de paix. Il a également été le catalyseur de vastes mouvements de population. 340 000 personnes sont maintenant rentrées dans leur région d'origine, mais des centaines de milliers d'autres sont toujours déplacées. En outre, 62 000 réfugiés tamouls sont encore exilés au Tamil Nadu (Inde).

En 2003, ECHO a aidé les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays, ainsi que 50 000 personnes rapatriées, en concentrant son action sur la nutrition et les soins de santé.

Près d'un million de mines non explosées sont disséminées aux quatre coins de l'ancienne zone de conflit. Des actions de sensibilisation aux dangers et d'élimination des mines, financées par ECHO, ont contribué à réduire le nombre d'accidents dus aux mines terrestres, qui touchaient seulement 4 à 7 personnes par mois à la fin de l'année, contre 15 à 20 personnes par mois immédiatement après le cessez-le-feu.

ECHO a également alloué 800 000 euros d'aide d'urgence aux victimes des inondations et des glissements de terrain qui ont frappé le sud du Sri Lanka en mai 2003.

Tadjikistan

Financement- 10 millions €

En 2003, le Tadjikistan était toujours confronté à de graves problèmes humanitaires, dont une crise alimentaire qui a nécessité l'octroi d'une aide nutritionnelle d'urgence pour près de 1,5 million de personnes. En outre, l'incidence de certaines maladies, notamment le paludisme, a atteint le niveau de l'épidémie.

ECHO a apporté une aide alimentaire à environ 80 000 personnes extrêmement vulnérables, a aussi financé des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement en faveur de plus de 250 000 personnes et a financé la fourniture de médicaments vitaux à des centres de santé dans tout le pays.

Tanzanie

Financement – 24 millions €

Au cours des trois dernières années, le nombre de réfugiés enregistrés en Tanzanie, provenant essentiellement du Burundi et de la RDC, s'est élevé à environ un demi-million de personnes. On estime que 500 000 autres ne sont pas enregistrées et vivent en dehors des camps de réfugiés.

ECHO a poursuivi son aide en faveur des réfugiés vivant dans 13 camps situés dans l'ouest du pays, placés sous la protection du HCR et dépendants de l'aide internationale. ECHO a contribué à maintenir des services de santé, avec l'objectif de réduire les principales causes de mortalité infantile, à savoir le paludisme, les pneumonies et les problèmes néonatals. Il a également financé la fourniture de denrées alimentaires, d'installations d'eau et d'assainissement, d'abris, d'infrastructures, de services d'éducation et de protection, ainsi que de produits non alimentaires de première nécessité.

Tchad

Financement – 2 millions €

En 2003, selon les estimations, environ 65 000 Soudanais ont cherché refuge dans l'est du Tchad pour échapper au conflit interne qui secoue leur pays. ECHO a apporté une aide d'urgence intégrée à ces réfugiés. Les principaux volets de cette aide étaient les soins de santé primaire, l'eau/l'assainissement, la fourniture de produits essentiels non alimentaires et des mesures destinées à améliorer les conditions de vie et de sécurité.

Timor oriental

Financement – 2 millions €

Les inondations et la sécheresse dans les zones montagneuses du Timor oriental ont entraîné des pénuries de vivres et la malnutrition s'est développée. Les fonds apportés par ECHO ont permis de satisfaire les besoins alimentaires immédiats de 120 000 personnes environ.

Yémen

Financement – 2 millions €

Le Yémen est toujours en proie à d'importants problèmes humanitaires, notamment dans les secteurs de la santé et de l'eau. La malnutrition est généralisée, tandis que le paludisme affecte 1,5 million de personnes et fait près de 15 000 victimes chaque année. 30 % de la population n'ont pas accès à de l'eau potable. ECHO a concentré son action sur l'amélioration des soins de santé aux mères et aux enfants dans les zones rurales les plus vulnérables. Selon les estimations, environ 180 000 personnes ont bénéficié des projets destinés à améliorer les services d'obstétrique et à rénover les centres médicaux. ECHO a également financé des projets d'amélioration de l'approvisionnement en eau.

Zimbabwe

Financement – 25,74 millions €

ECHO a apporté une assistance considérable aux victimes de la crise qui se développe au Zimbabwe. Des compléments alimentaires, des aliments thérapeutiques et de la nourriture destinée aux écoles ont été distribués à plus de 600 000 enfants et près de 300 000 familles d'agriculteurs ont reçu une aide sous la forme de semences, d'outils et d'engrais. D'autres actions ont porté sur la remise en état des systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement dans des communautés rurales. Des projets de sensibilisation au VIH/SIDA et de soutien aux orphelins et aux jeunes chefs de famille ont également été mis en œuvre.

Le montant global indiqué ci-dessus inclut les 13 millions d'euros alloués par une décision spécifique d'aide humanitaire pour le Zimbabwe et 12,74 millions d'euros provenant d'une décision d'aide régionale de 25 millions d'euros en faveur de l'Afrique australe (voir page 13).

Financements thématiques

CICR

Financement – 10 millions €

ECHO a apporté un financement thématique aux programmes du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Cette aide est destinée aux projets du CICR concernant la protection des civils, des prisonniers et des détenus, des familles séparées et des victimes de conflits armés dans le monde.

Ces fonds s'ajoutent aux ressources allouées par ECHO aux programmes d'aide du CICR dans ses décisions d'octroi d'une aide humanitaire par pays ou par région, qui ont été décrites plus haut. La contribution totale d'ECHO à l'action du CICR en 2003 s'est élevée à 47,6 millions d'euros.

OCHA

Financement – 1,2 million €

ECHO a soutenu les efforts du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) en vue d'améliorer l'organisation et la qualité des échanges d'information entre les organismes internationaux intervenant dans le secteur de l'aide humanitaire.

Des fonds ont servi à renforcer le bureau régional d'aide de l'UNOCHA pour l'Afrique centrale et orientale et à permettre au Bureau d'étendre son réseau intégré d'informations régionales (IRIN). Ce réseau fournit des informations sur les crises humanitaires et la situation sur le terrain aux agences actives dans 60 pays d'Afrique, d'Asie centrale et du Moyen-Orient.

UNHCR

Financement – 11 millions €

ECHO reconnaît l'importance de renforcer les mécanismes de protection des personnes vulnérables victimes des crises et du personnel d'assistance qui s'efforce de les aider. Il a donc apporté un appui "thématique" aux programmes du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) destinés à accroître la protection des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, à améliorer les systèmes de recensement et de collecte de données démographiques et à renforcer les normes de sécurité opérationnelle.

Les réfugiés et les populations déplacées dans les zones en crise d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient, du Caucase du Nord et d'Amérique latine, ainsi que le personnel du HCR et d'autres organisations partenaires travaillant dans ces régions, ont tous bénéficié de ce soutien.

UNICEF

Financement – 0,996 million €

Ces dernières années, un nombre sans précédent d'enfants ont été contraints de participer activement à des conflits en tant qu'enfants-soldats, tandis que de nombreux autres étaient victimes d'autres drames. On manque toutefois de données fiables sur le nombre d'enfants affectés par les conflits armés. Cette absence de données pose des problèmes aux organisations qui élaborent des projets visant à répondre aux besoins humanitaires spécifiques des enfants.

ECHO a financé en partie une étude de l'UNICEF visant à améliorer la qualité des données dans ce domaine. Des études sur l'impact des déplacements et de la participation dans des conflits armés seront menées en Angola, en Colombie, en République démocratique du Congo et au Sri Lanka. ECHO soutiendra aussi des projets destinés à améliorer les méthodologies et les outils de collecte des données et à renforcer les capacités locales d'étude.

Autres types de financement

ECHO Flight

Financement – 8,4 millions €

ECHO Flight a continué d'offrir un transport aérien gratuit aux agences humanitaires gérant des programmes d'aide et de développement en Afrique centrale et orientale. Le personnel et le fret sont transportés régulièrement par une flotte de cinq avions légers. En 2003, ECHO Flight a transporté près de 17 000 passagers, 339 tonnes de fret humanitaire et plus de 5 000 colis vers cinq destinations au Kenya, dix-huit en Somalie et neuf en RDC.

Programme de préparation aux catastrophes (DIPECHO)

Financement – 12 millions €

Le programme DIPECHO aide les populations vivant dans des zones à risque à se préparer aux catastrophes naturelles. Des fonds sont consacrés à la formation, au renforcement des capacités, à des campagnes de sensibilisation et à des projets d'alerte rapide ainsi qu'à l'organisation de services de secours. En 2003, la Commission a adopté quatre décisions d'un montant total de 12 millions d'euros au titre de ce programme.

Quatre millions d'euros ont été alloués à des projets destinés à renforcer les capacités de réaction locale dans la communauté andine (Bolivie, Colombie, Équateur et Pérou).

Trois millions d'euros ont été consacrés à des actions d'atténuation et de préparation aux catastrophes en Asie centrale (Tadjikistan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Kazakhstan et Turkménistan), où plus de 5,5 millions de personnes ont été touchées par des catastrophes naturelles au cours des dix dernières années.

En Asie du Sud, 2,5 millions d'euros ont servi à former du personnel des administrations locales, des équipes de premiers secours et des enseignants, ainsi qu'à promouvoir une meilleure communication entre différentes institutions spécialisées. Les fonds étaient destinés à des communautés et groupes vulnérables du Népal, du Bangladesh et des régions septentrionales de l'Inde.

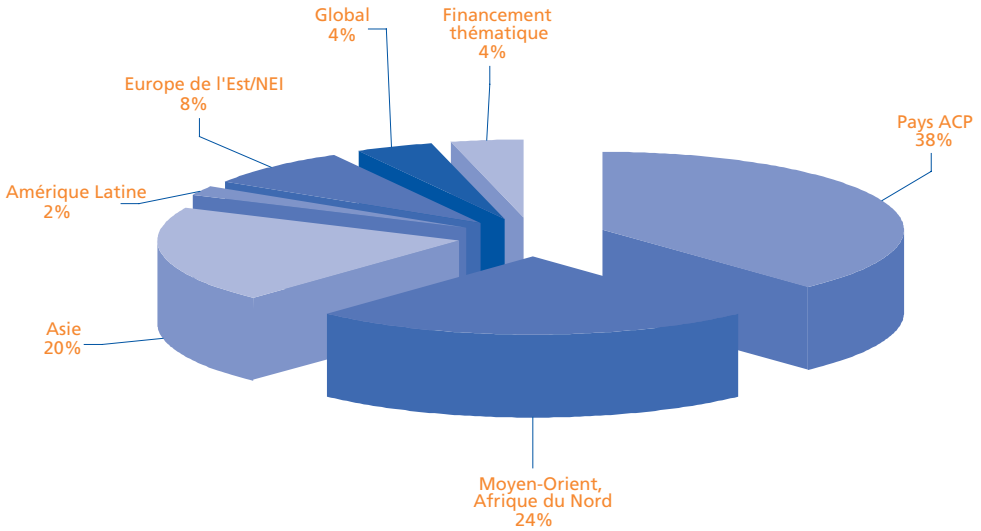
Pour la région des Caraïbes, ECHO a attribué une enveloppe de 2,5 millions d'euros en vue de renforcer la capacité des communautés locales à faire face à différents types de catastrophes. Les actions ont été concentrées sur Haïti, Cuba, la République dominicaine, Saint Kitts et Nevis, Sainte Lucie, Saint Vincent et les Grenadines.

Faits et chiffres

Décisions de financement au titre de l'aide humanitaire en 2003, par région

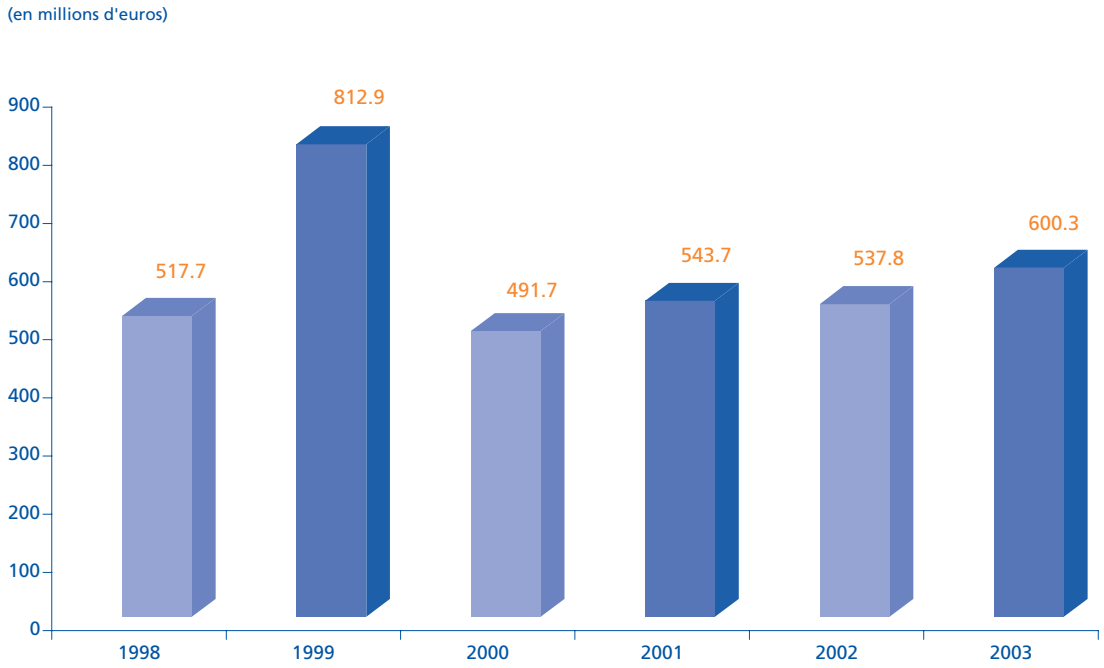
Pays/région	Décisions en milliers d'€
AFRIQUE, CARAIBES, PACIFIQUE	225.285
Angola	21.980
Burkina Faso	0.600
Burundi	15.000
Congo (République démocratique du)	44.000
Congo (République du)	4.000
Côte d'Ivoire	5.740
ECHO Flight	8.400
Erythrée	1.300
Ethiopie	2.000
Fidji	0.420
Haïti	0.080
Lesotho	0.250
Malawi	1.190
Mali	0.500
Namibie	0.300
Niger	0.345
Ouganda	8.000
République centrafricaine	1.000
République dominicaine	0.900
Sierra Leone, Guinée, Libéria	24.000
Somalie	9.000
Soudan	22.000
Swaziland	0.910
Tanzanie	24.000
Tchad	2.000
Zambie	1.630
Zimbabwe	25.740
ASIE	116.949
Afghanistan/Pakistan/Iran	55.839
Cambodge	4.000
Chine/Tibet	4.800
Corée du Nord	17.000
Inde	2.650
Indonésie	3.500
Laos	1.700
Myanmar/Birmanie	5.320
Népal/Bhoutan	4.000
Philippines	1.000

Pays/région	Décisions en milliers d'€
Sri Lanka	8.100
Thaïlande	6.240
Timor oriental	2.000
Régional (SRAS)	0.800
AMERIQUE LATINE	10.111
Amérique centrale	0.520
Amérique du sud	1.591
Colombie	8.000
EUROPE DE l'EST/NEI	46.860
Caucase du sud	2.200
Caucase du nord (crise tchétchène)	26.000
Mongolie	1.000
Serbie-Monténégro	7.660
Tadjikistan	10.000
MOYEN ORIENT/AFRIQUE DU NORD	144.282
Algérie	2.000
Irak	97.139
Moyen-Orient (Territoires palestiniens)	38.000
Sahara occidental (réfugiés)	5.143
Yémen	2.000
DIPECHO	12.000
Asie centrale	3.000
Asie du sud	2.500
Caraïbes	2.500
Communauté andine	4.000
FINANCEMENT THEMATIQUE	23.196
CICR	10.000
OCHA	1.200
UNHCR	11.000
UNICEF	0.996
APPUI AU TERRAIN	16.917
Bureaux ECHO	4.880
Experts ECHO	12.037
AUTRES DEPENSES	4.749
Audits	1.310
Evaluation	1.234
Formation et études	0.614
Information	0.624
Divers	0.967
TOTAL	600.349



FAITS ET CHIFFRES

ECHO : décisions de financement 1998-2003



Organisations signataires du Contrat Cadre de Partenariat avec ECHO

ALLEMAGNE: ADRA, ARBEITER-SAMARITER-BUND, CARE DEUTSCHLAND, DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE/GERMAN AGRO ACTION, DEUTSCHER CARITASVERBAND, DEUTSCHES ROTES KREUZ (CROIX ROUGE), DIAKONIE DER EVANGELISCHEN KIRCHE IN DEUTSCHLAN, HAMMER FORUM EV, HELP - HILFE ZUR SELBSTHILFE EV, JOHANNITER-UNFALLHILFE EV, MALTESER HILFSDIENST, MEDICO INTERNATIONAL, WORLD VISION DEUTSCHLAND

AUTRICHE: CARE ÖSTERREICH, CARITAS AUSTRIA, HILFSWERK AUSTRIA-AUSTRIAN ASSOCIATION FOR DEVELOPMENT AND COOPERATION, ÖSTERREICHISCHES ROTES KREUZ (CROIX ROUGE), SOS-KINDERDORF INTERNATIONAL

BELGIQUE: CARITAS SECOURS INTERNATIONAL, CROIX ROUGE DE BELGIQUE, FONDS MEDICAL TROPICAL (FOMETRO), HANDICAP INTERNATIONAL, MEDECINS SANS FRONTIERES-B, MEMISA BELGIUM, VETERINAIRES SANS FRONTIERES-B

DANEMARK: ADVENTIST DEVELOPMENT AND RELIEF AGENCY (ADRA), ASF DANSK FOLKEHJAELP, CARITAS DENMARK, DANISH REFUGEE COUNCIL-DANSK FLYGTNINGEHAELP, DANSK RODE KORS (CROIX ROUGE), FOLKEKIRKENS NODHJAELP-DANCHURCHAID, MISSION OST

ESPAGNE: ASOCIACION PARA LA COOPERACION CON EL SUR LAS SEGOVIAS (ACSUR), ACCION CONTRA EL HAMBRE (ACH), ASAMBLEA DE COOPERACION POR LA PAZ (ACP), ASOCIACION NAVARRA NUEVO FUTURO (ANNF), CRUZ ROJA ESPAÑOLA (CROIX ROUGE), CARITAS ESPAÑOLA, INTERMON, MEDICOS DEL MUNDO-E, MEDICOS SIN FRONTERAS-E, MEDICUS MUNDI ESPAÑA, MOVIMIENTO POR LA PAZ, EL DESARME Y LA LIBERTAD (MPDL), NOUS CAMINS, PAZ Y TERCER MUNDO (PTM), SOLIDARIDAD INTERNACIONAL (SI)

FRANCE: ACTION CONTRE LA FAIM (ACF), AGENCE D'AIDE A LA COOPERATION TECHNIQUE ET AU DEVELOPPEMENT (ACTED), AIDE MEDICALE INTERNATIONALE (AMI), ATLAS LOGISTIQUE, CARE-FRANCE, COMITE D'AIDE MEDICALE ET DE PARRAINAGE SANS FRONTIERES (CAM), CROIX-ROUGE FRANCAISE, DIA, ENFANTS DU MONDE/DROITS DE L'HOMME (EMDH), ENFANTS REFUGIES DU MONDE, HANDICAP INTERNATIONAL/ACTION NORD SUD FRANCE, INTERAIDE, MEDECINS DU MONDE (MDM), MEDECINS SANS FRONTIERES, MISSION D'AIDE AU DEVELOPPEMENT DES ECONOMIES RURALES (MADERA), PHARMACIENS SANS FRONTIERES COMITE INTERNATIONAL (PSFCI), PREMIERE URGENCE, CARITAS FRANCE–SECOURS CATHOLIQUE, SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS, SOLIDARITES, TELECOMS SANS FRONTIERES (TSF), TRIANGLE

FINLANDE: FINNCHURCHAID, SUOMEN PUNAINEN RISTI (RED CROSS)

GRECE: EUROPEAN PERSPECTIVE, GREEK COMMITTEE FOR INTERNATIONAL DEMOCRATIC SOLIDARITY, HELLENIC RED CROSS (CROIX ROUGE), INTERNATIONAL ORTHODOX CHRISTIAN CHARITIES, KESSA DIMITRA, MEDECINS DU MONDE-GR

HONGRIE: HUNGARIAN INTERCHURCH AID*

ITALIE: ALISEI, ASSOCIAZIONE ITALIANA AMICI DI RAOUL FOLLEREAU (AIFO), ASSOCIAZIONE ITALIANA PER LA SOLIDARIETA TRA I POPOLI (AISPO), ASSOCIAZIONE PER LA SOLIDARIETA INTERNAZIONALE IN ASIA (ASIA), ASSOCIAZIONE VOLONTARI PER IL SERVIZIO INTERNAZIONALE (AVSI), CARITAS ITALIA, CENTRO REGIONALE D'INTERVENTO PER LA COOPERAZIONE (CRIC), COOPE-

Organisations signataires du Contrat Cadre de Partenariat avec ECHO

RAZIONE E SVILUPPO (CESVI), CISV, COMITATO COLLABORAZIONE MEDICA (CCM), COMITATO DI COORDINAMENTO DELLE ORGANIZZAZIONI PER IL SERVIZIO VOLONTARIO (COSV), COMITATO EUROPEO PER LA FORMAZIONE E L'AGRICOLTURA (CEFA), COMITATO INTERNAZIONALE PER LO SVILUPPO DEI POPOLI (CISP), COOPERAZIONE INTERNAZIONALE (COOPI), COOPERAZIONE ITALIANA NORD SUD (CINS), COOPERAZIONE PER LO SVILUPPO DEI PAESI EMERGENTI (COSPE), CROCE ROSSA ITALIANA (CROIX ROUGE), CUAMM, GRUPPO DI VOLONTARIATO CIVILE (GVC), ISTITUTO PER LA COOPERAZIONE UNIVERSITARIA (ICU), ISTITUTO SINDACALE PER LA COOPERAZIONE ALLO SVILUPPO (ISCOS), ASSOCIAZIONE UMANITARIA PER L'EMERGENZIA (INTERSOS), ASSOCIAZIONE INTERNAZIONALE VOLONTARI LAICI (LVIA), MOVIMONDO, UN PONTE PER…, TERRE DES HOMMES ITALIA, VOLONTARI ITALIANI SOLIDARIETA PAESI EMERGENTI (VISPE)

IRLANDE: CONCERN WORLDWIDE, GOAL, IRISH RED CROSS SOCIETY (CROIX ROUGE), TROCAIRE, WORLD VISION IRELAND

LUXEMBOURG: CARITAS, CROIX ROUGE LUXEMBOURG, MEDECINS SANS FRONTIERES-L

NORVEGE: NORWEGIAN CHURCH AID-KIRKENS NODHJELP, NORWEGIAN PEOPLE'S AID-NORSK FOLKEHJELP, NORWEGIAN RED CROSS (CROIX ROUGE), NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL

ORGANISATIONS INTERNATIONALES: FEDERATION INTERNATIONALE DES SOCIETES DE LA CROIX ROUGE ET DU CROISSANT ROUGE (FICR), COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX ROUGE (CICR), L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS (OIM)

PAYS-BAS: CORDAID, CARE NEDERLAND, HEALTH NET INTERNATIONAL, HET NEDERLANDSE RODE KRUIS (RED CROSS), INTERCHURCH ORGANIZATION FOR DEVELOPMENT COOPERATION (ICCO), MEDECINS SANS FRONTIERES/ARTSEN ZONDER GRENZEN-NL, NETHERLANDS ORGANIZATION FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION (NOVIB), SAVE THE CHILDREN-NL, ZOA REFUGEE CARE

POLOGNE: POLISH HUMANITARIAN ORGANISATION

PORTUGAL: ASSISTENCIA MEDICA INTERNATIONAL (AMI), CRUZ VERMELHA PORTUGUESA (CROIX ROUGE)

REPUBLIQUE TCHEQUE: CARITAS* (SDRUZENI CESKA KATHOLICA CHARITA), PEOPLE IN NEED*

ROYAUME-UNI: ACTION AGAINST HUNGER, ACTIONAID, AGA KHAN FOUNDATION, BRITISH RED CROSS (CROIX ROUGE), CARE INTERNATIONAL UK, CATHOLIC AGENCY FOR OVERSEAS DEVELOPMENT (CAFOD), CHRISTIAN AID, CONCERN UNIVERSAL, CHRISTIAN OUTREACH RELIEF AND DEVELOPMENT (CORD), FOOD FOR THE HUNGRY-UK, THE HALO TRUST, HEALTH UNLIMITED, HELPAGE INTERNATIONAL, INTERNATIONAL RESCUE COMMITTEE, ISLAMIC RELIEF WORLDWIDE, MARIE STOPES INTERNATIONAL, MEDAIR UK, MERCY CORPS SCOTLAND, MEDICAL EMERGENCY RELIEF INTERNATIONAL (MERLIN), MINES ADVISORY GROUP (MAG), OCKENDEN INTERNATIONAL (OI), OXFAM UK, PLAN INTERNATIONAL UK, PROJECT HOPE, SAVE THE CHILDREN FUND-UK, TEARFUND, WORLD VISION UK

SUEDE: CHURCH OF SWEDEN AID-LUTHERHJÄLPEN, ERIKSHJÄLPEN, PMU-INTERLIFE, SVENSKA RODA KORSET (CROIX ROUGE), SWEDISH COMMITTEE FOR AFGHANISTAN

SUISSE: MEDECINS SANS FRONTIERES-CH, TERRE DES HOMMES

Qui est Qui chez ECHO

		Tél	Fax
DIRECTEUR	COSTANZA ADINOLFI	295 6711	295 4578
Assistant	Hervé DELPHIN	295 1820	295 4578
Conseiller Information et Communication Audit Interne	Giorgio GUARNERI Rony SABAH	296 3362 299 2979	295 4572 296 9842
ECHO 1 Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP)	Steffen STENBERG-JENSEN	299 2740	299 2877
ECHO 2 Pays d'Europe centrale et orientale et pays de la CEI, pays de la Méditerranée, Moyen-Orient.	Cees WITTEBROOD	295 7312	295 4551
ECHO 3 Asie, Amérique latine et centrale	Ruth ALBUQUERQUE	295 3420	295 4571
ECHO 4 Affaires générales; relations avec les Institutions Européennes, les partenaires et autres donateurs; support et coordination du planning; support général des crises majeures.	Michel ARRION	296 6761	299 2853
ECHO 5 Dispositifs ECHO; ressources humaines; IRM (informatique)	René GUTH	296 3749	299 1172
ECHO 6 Finances, Audit	Vijay BHARDWAJ	299 0889	295 7483

Si vous appelez de l'étranger, veuillez former le +32 2 avant le numéro correspondant. A l'intérieur de la Belgique, formez le 02 avant le numéro.

TÉMOIGNAGES

Irak

Mines et engins non explosés, un véritable fléau

Il y a quelques mois, Mehdi Ali Mansour était un fermier prospère. Il produisait assez de dattes et élevait assez de bétail et de volailles pour subvenir aux besoins de 24 familles. Or, depuis la guerre, ses 35 ouvriers agricoles sont au chômage. Parce qu'elle est située à quelques kilomètres seulement de l'aéroport de Bagdad, la ferme d'Ali Mansour fut la cible de l'aviation américaine, qui y déversa des centaines de bombes à fragmentation.

« Mes 10.000 poulets périrent sur le coup », se souvient Ali Mansour. « Depuis lors, une cinquantaine de mes vaches sont mortes en marchant sur des bombes ».

Avec l'aîné de ses quatre fils, Ali est resté vivre à la ferme durant toute la guerre. Tous les autres furent rapidement évacués, puis revinrent une fois les combats terminés. C'est alors qu'ils ont découvert les conséquences tragiques du raid aérien. « L'un des nôtres est décédé après avoir heurté une bombe alors qu'il coupait l'herbe, et cinq autres ont été blessés dans des accidents similaires », explique Ali.

« La moitié des munitions tombées sur la ferme n'a pas explosé lors de l'impact », explique Lance Malin, responsable du programme déminage au sein de l'organisation non gouvernementale Handicap International, qui, avec le soutien d'ECHO, participe au « nettoyage » de la ferme des Mansour. « Le type de bombe utilisé ici contient 644 sous munitions de la taille d'une grenade à main, capable chacune de tuer deux à trois personnes ».

Les « munitions non explosées » – terme générique pour décrire les mines, bombes, obus et autres engins explosifs – représentent l'un des problèmes humanitaires les plus graves en Irak. Depuis des années, la plus grande partie du nord de l'Irak ainsi que ses frontières avec l'Iran, la Turquie et le Koweït sont truffées d'explosifs de toutes sortes. Le récent conflit n'a fait qu'augmenter le nombre des engins non explosés en Irak, aux premiers rangs desquels les mines et bombes à fragmentation. Non seulement ces engins empêchent les agriculteurs de cultiver leurs champs,

A la recherche de bombes à fragmentation non explosées : chaque jour, deux équipes de cinq démineurs de Handicap International arpentent avec soin les champs des Mansour, près de l'aéroport de Bagdad.

© Sébastien Carliez, ECHO

A Kirkuk, lors d'une campagne d'éducation aux risques que représentent les engins non explosés. Des centaines de panneaux ont été ainsi installés dans le nord de l'Irak pour sensibiliser la population locale. © Mines Advisory Group

mais ils constituent une menace mortelle pour les communautés locales.

Selon une étude récente des Nations unies, le nombre d'accidents mortels dus aux mines et autres engins non explosés a dramatiquement augmenté depuis le début de la guerre en Irak. Les enfants sont particulièrement frappés par ce fléau. D'après le Mines Advisory Group (MAG), un autre partenaire d'ECHO en Irak, plus des trois quarts des enfants blessés accidentellement dans le nord du pays le sont après avoir heurté ou joué avec des engins non explosés.

La ferme des Mansour est l'un des 200 sites minés dans Bagdad et sa périphérie. Six heures par jour, deux équipes de cinq démineurs de Handicap International arpentent les champs, avec le plus grand soin, à la recherche d'explosifs. « Levez la tête et faites attention ! » prévient Emin Durakovic, l'un des deux chefs d'équipe. Certaines munitions, en équilibre précaire entre les branches des dattiers, menacent de tomber et d'exploser à tout instant. D'autres sont dissimulées derrière des herbes hautes ou enfouies 20 centimètres sous terre.

Emin Durakovic est un professionnel chevronné. Au cours des six dernières années, ce Bosniaque de 39 ans a neutralisé des centaines d'engins explosifs en Macédoine et au Kosovo - des pays également confrontés au casse-tête des munitions non explosées. Ajustant son casque et sa veste de protection, Emin raconte que sang froid et confiance en soi constituent les clés d'un déminage réussi. Le souci du moindre détail est vital. « Chaque matin, nous testons nos détecteurs de métaux sur des bombes désactivées pour nous assurer qu'ils ne passeront pas à côté de leurs cibles ».

Une fois les bombes localisées et proprement marquées, leurs détonateurs sont neutralisés avec de la simple colle. Elles sont alors délicatement tirées à l'aide de cordes jusqu'à un trou creusé à même le sol et entouré de sacs de sable, où elles sont ensuite détruites grâce à des détonateurs électriques. « Dans le meilleur des cas, c'est un travail risqué », explique Lance Malin. « Mais ça l'est encore davantage durant l'été, car les explosifs sont d'autant plus instables que la température ambiante est élevée ».

Deux employés irakiens de Handicap International restent en contact permanent avec les habitants des lieux et s'assurent que personne ne s'aventure au delà des parties de la ferme qui ont été sécurisées. « Même si les familles souhaiteraient que les opérations de nettoyage aillent plus vite, elles se montrent toutes très coopératives », reconnaît Jaafar Nazher.

Onze jours après le début des opérations dans la ferme des Mansour, 185 sous munitions ont été localisées. « Nous avons besoin de quatre semaines supplémentaires pour terminer notre travail et permettre aux ouvriers agricoles de reprendre le leur », conclut Lance Malin.

En juin dernier, la Commission européenne a décidé d'octroyer 10 millions d'euros à la protection contre les mines et autres engins non explosés en Irak. Ces activités incluent la collecte et la dissémination d'informations sur les zones à risque, le développement des capacités locales via la formation, et l'éducation de la population aux dangers des mines.

Cette décision concerne également la formation des employés des agences humanitaires et l'aide au repérage, à la signalisation et au "nettoyage" des mines qui font obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire. Aux côtés de Handicap International et du Mines Advisory Group, les partenaires d'ECHO sont UNMAS (United Nations Mine Action Service), le Danish Demining Group, Dan Church Aid, INTERSOS, et Norwegian People's Aid.

TÉMOIGNAGES

Territoires palestiniens

De la nourriture pour les familles pauvres

Fawze Awad, 33 ans, père de sept enfants, ne peut plus gagner sa vie. Il y a un an, des tirs de soldats israéliens l'ont en effet rendu infirme. « J'étais payé à l'heure, travaillant dur pour subvenir aux besoins de ma famille », explique-t-il. « Maintenant, je ne peux même plus acheter de la nourriture. Comment pourrais-je offrir des vêtement neufs à mes enfants, pour qu'ils aillent à l'école ? »

Comme de plus en plus de Palestiniens en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, Awad est tributaire de l'aide alimentaire internationale. Fils d'un réfugié de 1948, réfugié lui-même, il est l'un des 16.000 habitants du camp de Tulkarem, le deuxième plus grand camp de Cisjordanie.

Devant le bureau des Nations unies, dans une rue animée du centre de Tulkarem, la femme d'Awad fait la queue avec des dizaines d'autres femmes, attendant qu'on décharge un camion plein de sacs de nourriture.

Les besoins humanitaires dans les Territoires palestiniens se sont beaucoup accrus depuis le début de la seconde Intifada, fin 2000. « Environ 80% des réfugiés de Tulkarem reçoivent des rations alimentaires », explique Mohammad Haykal, le représentant de l'UNRWA, l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens. Soutenue par ECHO, l'UNRWA distribue à la plupart des familles de Tulkarem des rations trimestrielles de farine de blé, d'huile, de sucre, de riz, de pois chiches et de lait en poudre. « Leur survie en dépend », dit Haykal.

Les réfugiés des Territoires palestiniens ne sont pas les seuls à être touchés par la crise. Les populations locales en souffrent aussi. En raison du couvre-feu et des barrages routiers, beaucoup ne peuvent se rendre à leur travail et les paysans ont des difficultés à accéder à leurs champs. Selon les dernières estimations, le taux de chômage dans les Territoires se situe entre 53% et 67%.

La famille d'Abed Rabbo appartient à cette nouvelle classe de Palestiniens récemment plongés dans une grande pauvreté. Ils vivent à Yatta, au sud de Hébron, l'un des endroits qui souffre le plus des restrictions de déplacements en Cisjordanie. La ville est entourée de colonies israéliennes et des nouvelles routes qui y conduisent, et est parfois totale-

En attendant la distribution d'aide alimentaire dans les Territoires palestiniens. Soutenue par ECHO, l'UNRWA distribue des rations trimestrielles de farine de blé, d'huile, de sucre, de riz, de pois chiches et de lait en poudre.
© CICR

ment isolée par le bouclage imposé par les militaires. Quand on peut y accéder, le plus simple est de s'y rendre à pied ou à dos d'âne, en se frayant un chemin entre les barrages routiers et les tanks.

Il y a deux ans, le chef de ménage gagnait sa vie en travaillant pour une société de l'autre côté de la « ligne verte » qui sépare la Cisjordanie d'Israël. Maintenant, il essaie de subvenir aux besoins de sa famille en vendant, dans les environs de Yatta, des ordures recyclées. Onze des 17 membres de la famille qui vivent dans la petite maison de 3 chambres sont des enfants et la pénurie alimentaire a particulièrement frappé les plus jeunes. Nisma, 5 ans, et Manal, 2 ans, souffrent de malnutrition. Le programme alimentaire mondial (PAM) a identifié à Yatta 1 000 familles vulnérables, dont celle d'Abed ; leurs enfants souffrent tous de malnutrition. Elles bénéficient chaque mois d'une aide alimentaire financée par ECHO, sous forme de farine, d'huile d'olive, de sucre, de riz et de lentilles.

Mais la nourriture fraîche et la viande demeurent rares. « Nous ne mangeons du poulet que dans les grandes occasions », dit Rasmiya, la mère de Manal et Nisma. « Beaucoup de familles palestiniennes ont dû changer leurs habitudes alimentaires et doivent consommer une nourriture moins chère et moins riche en protéines » explique Marc Regnault de la Mothe, le responsable du PAM pour les Territoires palestiniens.

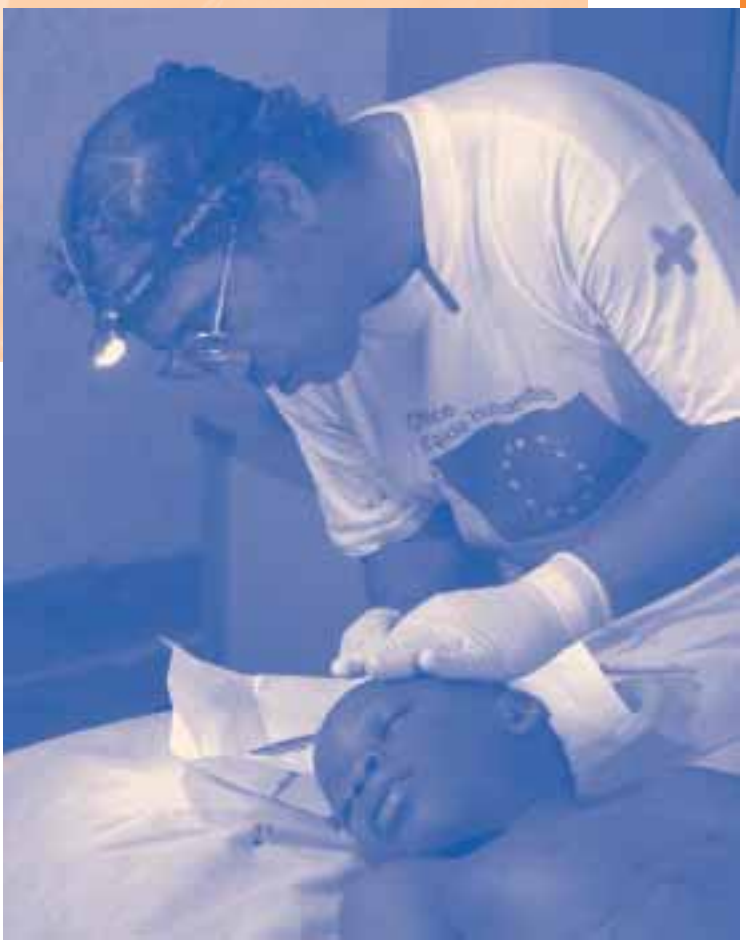
Le taux de malnutrition s'est accru partout dans les Territoires palestiniens. Dans la Bande de Gaza, où le problème est particulièrement important, ECHO finance un programme semblable du PAM, pour apporter un complément de nourriture à 5 500 enfants souffrant de malnutrition et à leurs familles.

TÉMOIGNAGES

République démocratique du Congo

Une clinique pour les blessés à Bunia

Bunia - la ville principale du district d'Ituri, au nord-est de la République démocratique du Congo (RDC) - s'est retrouvée à la une des médias en avril, quand des groupes armés rivaux se sont affrontés dans des combats sanglants, après le retrait des forces ougandaises. Le docteur Victor Kibonge décrit la situation humanitaire qu'il a trouvée sur place, et précise comment, avec François Goemans, un des experts d'ECHO, il a pu installer une clinique pour les blessés de guerre.



Locaux de la MONUC à Bunia, le 13 mai 2003. Le Dr. Victor Kibonge opère un jeune garçon blessé par un éclat d'obus. © François Goemans, ECHO

« A la mi-mai, une bonne partie de la population de la ville avait pris la fuite et les travailleurs humanitaires avaient dû être évacués pour raisons de sécurité. Les civils restés à Bunia - pas plus de 15.000, selon les estimations – s'étaient réfugiés dans les locaux de la Mission des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC), aux alentours. Certains furent tués ou blessés, victimes de tirs croisés ou d'attaques délibérées.

Quand je suis arrivé à Bunia, la situation humanitaire était critique. Les conditions d'hygiène dans le camp près de la MONUC étaient déplorables et le risque d'épidémie était sérieux. On m'a conduit au jardin de la MONUC, où une vingtaine de blessés étaient allongés sur une feuille de plastique. On m'a demandé de les opérer sans attendre, mais il n'y avait ni médicaments, ni matériel chirurgical, ni anesthésiants. J'ai appelé Kinshasa et Goma pour commander ce dont j'avais besoin – y compris des poches de sang pour les transfusions. ECHO Flight m'a tout livré dès le lendemain.

Pendant ce temps, François Goemans s'est mis à la recherche d'un endroit pour héberger et soigner les blessés. Il a trouvé un grand bâtiment administratif abandonné, en plein centre de Bunia; il mesurait entre 500 et 700 m². Il était d'une saleté épouvantable et il n'y avait pas d'eau pour tout nettoyer. Malgré ces conditions épouvantables, une vingtaine de femmes du camp de réfugiés ont accepté de nous aider à transformer ce local en clinique de fortune. Nous avons enfoncé la porte, vidé les lieux de tout ce dont nous n'avions pas besoin et tout nettoyé de fond en comble.

Après dix heures de travail ininterrompu, le bâtiment s'était transformé en une clinique prête à recevoir ses premiers patients - victimes de balles perdues ou d'attaques au couteau ou à la machette. J'ai trié les cas les plus sérieux par type de blessure, et les autres par type de problème médical.

François a téléphoné aux ONG partenaires d'ECHO et leur a demandé d'envoyer des médecins. Il a aussi réussi à trouver un médecin sur place, à Bunia. L'homme était en état de choc car il ne savait pas où étaient sa femme et ses enfants et sa maison avait été pillée. Mais quand il est arrivé à la clinique et a vu l'état des patients, il est parvenu à rassembler ses forces, petit à petit, et s'est mis au travail.

Les combats étaient alors intermittents et nous travaillions dans des conditions très dangereuses. Chaque fois que la porte de la clinique s'ouvrait, je pouvais voir cinq ou six jeunes miliciens assis sur la place. Nous avons peint une grande croix rouge sur le bâtiment pour montrer que c'était un hôpital. »

TÉMOIGNAGES

Ouganda

L'histoire de Betty, vivre après le maquis

Betty a été enlevée par le groupe rebelle Lord's Resistance Army (LRA) à l'âge de 16 ans. A l'époque, elle vivait avec sa mère à Anaka, dans le nord de l'Ouganda. Les parents de Betty avaient divorcé quand elle n'était encore qu'un bébé. Betty fut emmenée de force avec d'autres enfants dans un camp de la LRA dans le Sud-Soudan et fut « mariée » à un combattant de la LRA dès son arrivée.

La LRA enlève régulièrement des enfants pour les utiliser comme porteurs, « épouses » ou comme soldats dans sa lutte contre le gouvernement ougandais. Selon le droit international, les fillettes utilisées comme « épouses » ou comme esclaves sexuelles dans les situations de guerre sont considérées comme des enfants soldats, même si elles ne participent pas directement aux affrontements. ECHO finance l'ONG italienne AVSI, qui œuvre dans le nord de l'Ouganda à la réintégration des ex-enfants soldats auprès de leur famille et dans la société. Aujourd'hui, Betty fait partie des 1.400 enfants qui bénéficient de ce projet.

« Au début je détestais vraiment cet homme », raconte Betty, « mais je n'avais aucun moyen de lui échapper. À force de le côtoyer tous les jours, j'ai fini par développer une forme d'amour pour lui. Comme il était gentil avec moi, j'ai accepté de le laisser entrer dans ma vie. J'ai même

Anciens enfants-soldats dansant dans un centre de réhabilitation à Kitgum, Ouganda du Nord. © AVSI, Uganda

décidé de ne pas retourner à la maison, même si j'en avais l'occasion. Plus tard, j'ai donné naissance à une petite fille. Nous l'avons aimée sincèrement et avons fait de notre mieux afin de l'éduquer dans un environnement difficile comme le maquis. Un jour, l'armée ougandaise (UPDF) a envahi notre camp et nous a forcés à fuir. J'ai alors été séparée de mon mari. Il était tellement difficile de se débrouiller seule avec un enfant au Soudan que j'ai décidé de repasser la frontière ougandaise. »

« J'ai marché jusqu'à Palabek, dans le district de Kitgum, où habite mon père. Je me suis arrangée pour retrouver sa maison et, heureusement, il fut content de m'accueillir. Mais après quelques mois, ma belle-mère a décidé de m'envoyer vivre chez ma mère. Ma mère habitait très loin et j'avais peur de retourner à l'endroit où j'avais été enlevée. Je n'avais nulle part où aller. »

« Des gens du village m'ont dit que ma grand-mère paternelle vivait dans la ville de Kitgum. Je suis donc partie à sa recherche alors que je ne l'avais encore jamais rencontrée. Quand je l'ai trouvée, elle m'a envoyée m'occuper de ma tante, qui est malade du sida. Ma tante n'est pas facile à vivre. J'assume tous les travaux ménagers et je distille le Waragi (un alcool local) qu'elle vend au marché. Après avoir fait sa cuisine, je récolte et vends du sable pour avoir un peu d'argent et subvenir à mes besoins et à ceux de ma fille. Mais quand je réussis à vendre du sable, il arrive souvent que ma tante prenne l'argent pour acheter ses médicaments. »

« Quelques voisins ont expliqué ma situation au conseiller volontaire de la communauté (CVC). Ce dernier est venu me parler et m'a recommandé de suivre le programme d'aide psychosociale d'AVSI. La formation en commerce que j'ai reçue m'a ouvert les yeux et élargi les horizons. Aujourd'hui, je sais que de nombreuses possibilités s'offrent à moi. Pendant la formation, je me suis fait des amis qui ont connu des expériences similaires à la mienne. Les rencontrer m'a encouragée à travailler dur et à surmonter les difficultés de la vie de tous les jours. Je suis déterminée à rassembler de l'argent pour lancer ma propre affaire. Une fois cette étape franchie, je m'installerai seule mais continuerai à aider ma tante ».

ZONES EN CRISE

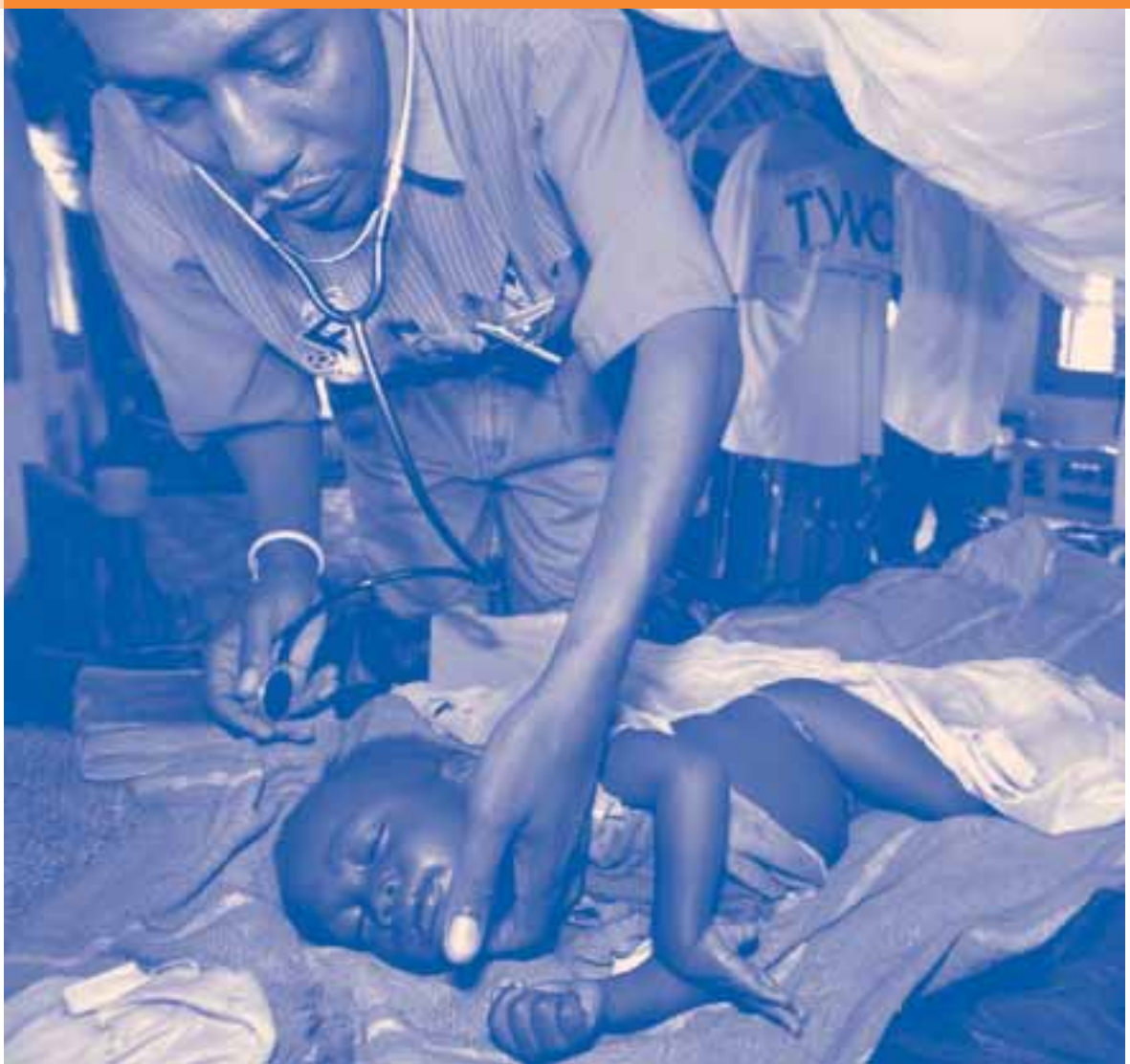
Soudan

Au Soudan, le conflit qui dure depuis vingt ans, entre le gouvernement et les groupes d'opposition du sud, a fait plus de deux millions de morts. Environ quatre millions de personnes ont été contraintes de quitter leur maison et de chercher refuge ailleurs dans le pays. Nombreux sont également ceux qui ont été obligés de fuir vers les pays voisins. Le manque chronique de services de base a rendu un grand nombre de Soudanais dépendants de l'aide d'urgence. En même temps, une série de catastrophes naturelles telles qu'inondations et sécheresse ont aggravé une crise humanitaire déjà sévère.

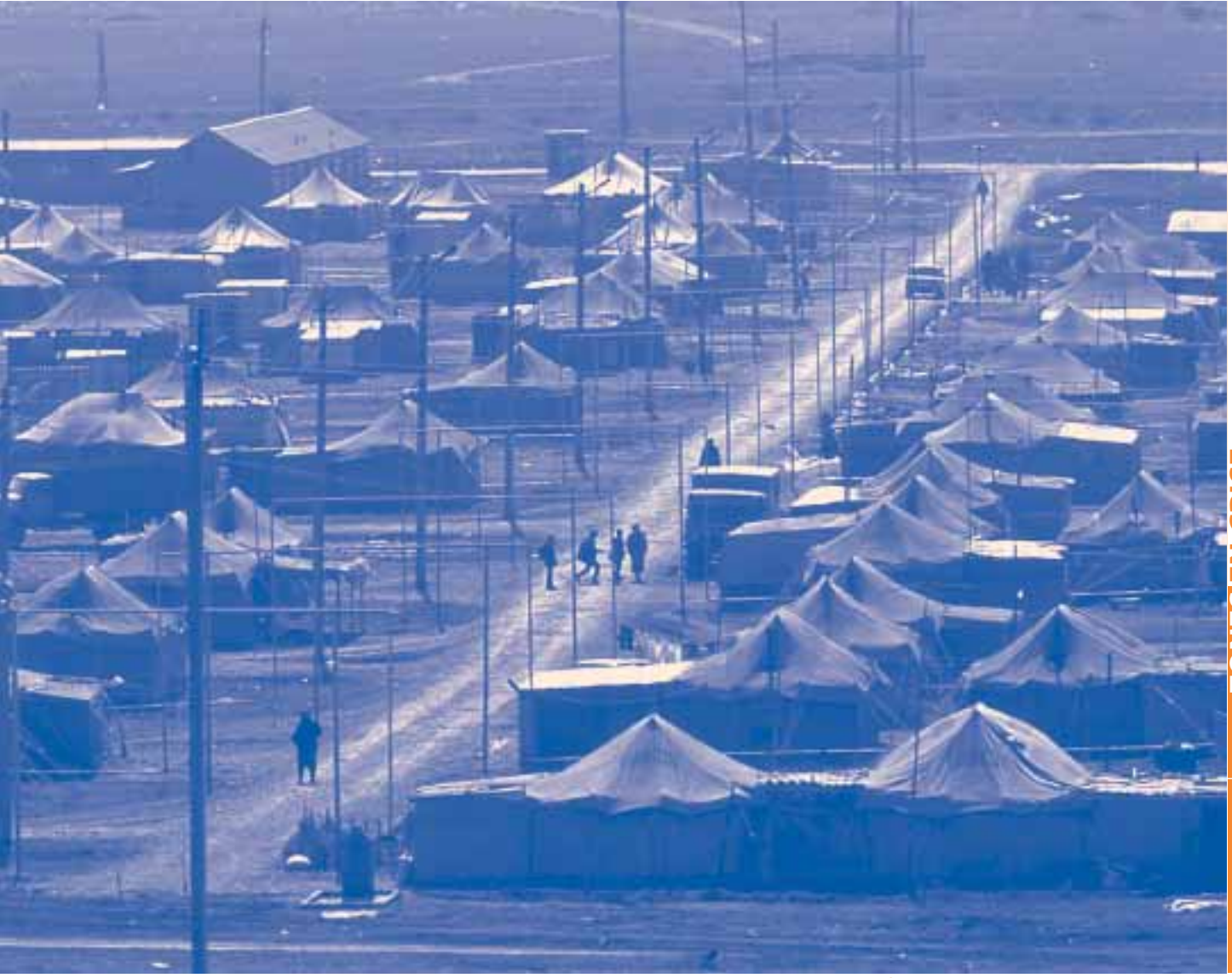
En dépit de la signature du cessez-le-feu, en octobre 2002, et des négociations de paix en cours, la situation humanitaire reste précaire dans une grande partie du Soudan.

La situation dans la région de l'est du Darfur s'est détériorée de façon dramatique en 2003. Près d'un million de personnes ont été affectées par le conflit, mais l'insécurité et l'impossibilité d'accès pour le personnel des agences humanitaires ont fait que la plupart n'ont pu être aidées.

En 2003, une aide financée par ECHO a été dispensée aux groupes vulnérables à travers l'ensemble du territoire – nord et sud – en respectant les principes de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. On estime à cinq millions le nombre de personnes qui en ont bénéficié.



Un médecin traite un bébé malade dans une clinique financée par ECHO à Yei, dans le sud du Soudan. Cette région marécageuse connaît la plus haute incidence de maladies au monde (cécité des rivières, maladie du sommeil, kala azar, poliomyélite et ver de Guinée).
© Sven Torfinn, 2003



Le camp d'Alina en Ingouchie, mis en place par le HCR en 2000, pour les populations déplacées par le conflit en Tchétchénie.
© UNHCR/T. Mazkeeva

ZONES EN CRISE

Caucase du Nord (conflit en Tchétchénie)

A l'automne 1999, des campements de tentes ont été aménagés en Ingouchie pour accueillir les personnes qui avaient fui le conflit en Tchétchénie. Quatre ans plus tard, près de 70.000 personnes déplacées en Ingouchie vivaient encore dans des conditions précaires (10.000 autres se trouvaient au Daguestan). La Tchétchénie a continué d'être en proie à l'insécurité et à des combats sporadiques, engendrant une souffrance humaine encore aujourd'hui largement répandue.

Pour venir en aide aux personnes les plus affectées par le conflit en Tchétchénie, et à celles déplacées en Ingouchie et au Daguestan, ECHO a financé un important programme humanitaire en 2003. Celui-ci a couvert un large éventail d'activités incluant la fourniture de produits alimentaires de base à plus de 500.000 personnes, des soins de santé gratuits aux plus vulnérables (en particulier aux mères et aux enfants), l'approvisionnement en eau ainsi que des installations sanitaires, l'enseignement dispensé aux élèves d'école primaire et une assistance psychosociale. En Tchétchénie, la mise en œuvre de programmes s'est révélée particulièrement difficile en raison des conditions d'insécurité permanente et des restrictions d'accès pour le personnel des agences humanitaires.

ZONES EN CRISE

Corée du Nord

Pendant l'année 2003, en Corée du Nord, la situation a continué d'être caractérisée par des besoins humanitaires considérables, sans aucune perspective de voir s'arrêter la crise économique structurelle affectant le pays. Le système de santé est dans un état particulièrement déplorable, avec des infrastructures qui tombent en ruine et des insuffisances chroniques en équipement de base et en médicaments.

Dans cette situation, les enfants se trouvent toujours parmi les plus vulnérables. Bien que des statistiques fiables soient difficiles à obtenir, le PAM estime qu'environ un enfant sur cinq, en Corée du Nord, présente un poids au-dessous de la normale. Le manque de ravitaillement médical et d'accès à l'eau potable, un système sanitaire médiocre et une moindre résistance aux maladies causée par une mauvaise nutrition affectent l'état de santé de la population en général et des plus jeunes en particulier. La souffrance est à son maximum durant les hivers très rudes, lorsque l'électricité n'est disponible que quelques heures par jour, le carburant peu abondant et les vêtements chauds en nombre insuffisant.

ECHO a concentré ses actions humanitaires sur la réponse aux besoins nutritionnels et de santé des enfants les plus vulnérables, des mères allaitantes et des femmes enceintes. Au total, plus de sept millions de personnes ont bénéficié de programmes financés par ECHO en 2003.

Les enfants, en Corée du Nord, sont particulièrement sujets aux maladies durant les hivers rigoureux.

© Thomas Pfeiffer, ECHO

À PROPOS D'ECHO

Action humanitaire dans le monde

ECHO, l'Office d'aide humanitaire, est un service de la Commission européenne, placé sous la responsabilité directe du Commissaire Poul Nielson.

Depuis 1992, **ECHO** apporte son assistance à des millions de personnes victimes de catastrophes naturelles et de crises provoquées par l'homme, en dehors de l'Union européenne. L'aide est directement mise à disposition des victimes de façon impartiale, c'est-à-dire indépendamment de leur race, de leur religion ou de leur appartenance politique. **ECHO** agit par le biais de plus de 160 partenaires qui sont principalement des organisations ayant signé un accord cadre de partenariat avec la Commission européenne. Il s'agit des agences spécialisées des Nations unies, d'organisations de la Croix-Rouge et d'organisations non gouvernementales.

ECHO est l'un des plus importants bailleurs de fonds humanitaires dans le monde. En 2003, **ECHO** a fourni plus de 600 millions d'euros. Ce montant, ajouté à l'aide apportée directement par les 15 Etats membres, fait de l'Union européenne le premier donateur d'aide humanitaire dans le monde. Depuis sa création, l'Office a soutenu des projets dans plus de 100 pays. Les fonds sont utilisés pour porter secours en biens et services tels que nourriture, vêtements, abris, aide médicale, approvisionnement en eau, réparations urgentes et déminage. **ECHO** finance aussi la préparation aux risques de catastrophes dans les régions vulnérables.

Office d'aide humanitaire (ECHO)
Commission Européenne,
B-1049 Bruxelles
Belgique.
Tél. (+32 2) 295 44 00
Fax (+32 2) 295 45 72
Courriel echo-info@cec.eu.int
Site Internet http://europa.eu.int/comm/echo/index_fr.htm

ACRONYMES

CCP	Contrat cadre de partenariat (entre ECHO et ses partenaires opérationnels)
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
DIPECHO	Le programme d'ECHO dans le domaine de la préparation et de la prévention de désastres
ECHO	Office d'aide humanitaire
FICR	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
HCR	Haut-Commissariat aux réfugiés (Nations unies)
LRRD	Le lien entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (Linking Relief, Rehabilitation and Development)
MONUC	Mission d'Observation des Nations unies en République démocratique du Congo
NOHA	Réseau de formation pour l'aide humanitaire
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Nations unies)
OMI	Office des migrations internationales
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial (Nations unies)
RDC	République démocratique du Congo
SRAS	Syndrome respiratoire aigu sévère
UE	Union européenne
UNICEF	Agence des Nations unies pour les droits de l'enfant (United Nations Children's Fund)
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UXO	Engins non explosés (unexploded ordnance)

Office d'aide humanitaire

COMMISSION EUROPÉENNE

KR-AA-04-001-FR-C

TABLE DES MATIÈRES

1. Message du Commissaire Poul Nielson
2. Message de Costanza Adinolfi, Directeur d'ECHO
3. Evénements clés de l'année 2003

Dossier special

6. L'action humanitaire indépendante sous pression
8. République démocratique du Congo: sauvegarder l'espace humanitaire
9. Irak: une évolution inquiétante

Activités d'ECHO

10. En bref
13. ECHO dans le monde
21. Faits et chiffres

Témoignages

24. Irak : Mines et engins non explosés, un véritable fléau
26. Territoires palestiniens : De la nourriture pour les familles pauvres
27. République démocratique du Congo : Une clinique pour les blessés à Bunia
28. Ouganda : L'histoire de Betty, vivre après le maquis

Zones en crise

30. Soudan
31. Tchétchénie
32. Corée du Nord

Office des publications

Publications.eu.int

ISBN 92-894-7382-7

9 789289 473828